



Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 24 240 816 euros
Siège social : 211 Avenue Brame - 59100 ROUBAIX
330 345 927 RCS ROUBAIX-TOURCOING

Rapport Financier 2010

A- Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier

« J'atteste à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant page 1 à 11 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Thierry Jaugeas
Président du Directoire

B- Rapport de Directoire au Conseil de Surveillance

Madame, Messieurs,

Nous vous avons réunis aujourd'hui afin de porter à votre connaissance les résultats de la société Camaïeu SA arrêtés au 31 décembre 2010 ainsi que les comptes consolidés du groupe CAMAIEU.

Nous vous confirmons également les différentes décisions prises par le Directoire et les projets futurs devant être mis en place.

Nous vous présenterons ci-après les résultats de la société Camaïeu SA et du groupe au 31 décembre 2010.

I) RESULTATS DE LA SOCIETE CAMAIEU SA

A - Faits marquants :

Nous vous rappelons que Camaïeu SA a été introduite sur le second marché de la Bourse de Paris en date du 19 juin 2000.

CAMAIEU SA assure comme les années précédentes les prestations juridiques, financières, administratives et d'expansion pour le compte de sa filiale CAMAIEU INTERNATIONAL.

B – Résultats de la SA Camaïeu :

Le chiffre d'affaires hors taxe de la société, représentant la redevance acquittée par CAMAIEU INTERNATIONAL au titre des différentes prestations, était fixé à 4 000 K€ euros pour l'année 2010 (idem 2009). A compter du 1^{er} septembre 2010 un supplément de 125 K€ par mois a été facturé, portant ainsi la redevance annuelle 2010 à 4 500 K€.

La redevance 2011 a été fixée à 4 500 K€.

Le résultat d'exploitation de la société enregistre une perte de -207K€ contre un profit de 15 K€ en 2009.

La société SA Camaïeu a reçu en date du 28 juin 2010 un dividende net de 20 406 K€ de sa filiale la SAS Camaïeu International représentant le solde du dividende 2009 de 11 euros par action.

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 3 juin 2010, la société SA Camaïeu a versé un dividende au titre des résultats 2009, de 8 euros net par action (à l'exception des actions auto-détenues), représentant un montant total de 48 254 K€.

La société SA Camaïeu a reçu en date du 20 décembre 2010 un acompte sur dividendes au titre des résultats 2010 de SAS Camaïeu International de 29 681 792 euros représentant un acompte de 16 euros par action.

Compte tenu de ces dividendes et de produits financiers liés à une trésorerie excédentaire, le résultat financier est positif à 50 499 K€ contre 38 466 K€ en 2009.

Le résultat net 2010 est bénéficiaire à 50 170 K€ contre 37 906 K€ en 2009.

C- Evolution et perspectives :

Camaïeu SA continuera d'assurer les prestations financières, juridiques et de développement du groupe Camaïeu.

La SAS Camaïeu International a facturé à la SA Camaïeu en 2010, au titre de la mise à disposition des locaux nécessaires à son activité, un montant de 36 000 euros.

Le montant des redevances restera inchangé pour l'année 2011.

D- Organisation financière et juridique :

1°- Evolution du capital social

Le capital social est composé de 6.060.204 actions de valeur nominale 4 euros et s'établit à 24.240.816 euros.

2°- Participations

Au 31 décembre 2010, Camaïeu SA détient 100% de la société SAS Camaïeu International qui elle-même détient 100% des filiales suivantes :

CAMAIEU ESPANA, CAMAIEU POLSKA, CAMAIEU CESKA, CAMAIEU ITALIA, CAMAIEU BELGIUM, MDB SA, CAMAIEU LUXEMBOURG SARL, SCS MONACO ET CIE, CAMAIEU MODA ROMÂNIA, CAMAIEU HUNGARY.

La société SAS Camaïeu International détient 99,6% de la filiale SRO CAMAIEU SLOVAKIA, les 0,4% restants sont détenus par la société Camaïeu SA.

Camaïeu SA détient 99,9% de la société ULFILAS BV.

3°- Auto-contrôle

L'entreprise n'a acquis au cours de l'année 2010 aucune action.

Au cours de l'année, 11 648 options du Plan d'options attribuées en 2005 et exerçables ont été levées par les bénéficiaires au prix de 101,06 euros.

Les actions leur ont été cédées par la SA Camaïeu.

Au 31 décembre 2010, la société SA Camaïeu détient 26 315 actions représentant 0,4% du capital.

Ces actions sont destinées à couvrir les différents plans de stocks options mis en place.

4°- Attribution de stocks options

Plans non encore exerçables au 31 décembre 2010:

PLAN 2009

Date d'attribution : 30 janvier 2009
Nombre d'options attribuées à ce jour : 18 000
Bénéficiaires : 32 salariés
Prix d'exercice : 128,63 euros par action
Date de validité : 30 janvier 2013 / 30 janvier 2016

PLAN 2007

Date d'attribution : 28 décembre 2007
Nombre d'options attribuées à ce jour : 8 832
Bénéficiaires : 28 salariés
Prix d'exercice : 260,53 euros par action
Date de validité : 28 décembre 2011 / 28 décembre 2014

Plans échus :

PLAN 2005

Date d'attribution : 14 octobre 2005
Nombre d'options attribuées à ce jour: 1 312
Bénéficiaires : 24 salariés
Prix d'exercice : 101,06 euros par action
Date de validité : 14 octobre 2009 / 14 octobre 2012

PLAN 2004

Date d'attribution : 31 janvier 2004
Nombre d'options attribuées à ce jour: 5 186
Bénéficiaires : 27 salariés
Prix d'exercice : 63,55 euros par action
Date de validité : 30 janvier 2008 / 30 janvier 2011

5°- Intégration fiscale

La société SA Camaïeu a opté en décembre 2003 pour l'application du régime d'intégration fiscale (articles 223 A et suivants du CGI)

A ce titre, une convention d'intégration a été établie entre la société SA Camaïeu et la SAS Camaïeu International.

6°- Convention de prestation

Une convention de prestations de services a été signée entre la société MODACIN et la SA Camaïeu le 1^{er} juillet 2007. La société Modacin assiste le groupe Camaïeu dans sa politique de gestion financière et de son développement.

La convention porte en particulier sur les points suivants :

- Direction et secrétariat général
- Contrôle de gestion et finance
- Assistance en matière comptable et fiscale
- Assistance en matière de stratégie commerciale

Ces services sont rémunérés par une redevance hors taxe annuelle correspondant à l'ensemble des coûts subis par MODACIN pour la réalisation de sa prestation, augmentée d'une marge de 5%.

Cette prestation a démarré le 1^{er} juillet 2007.

La prestation due au titre de 2010 s'est élevée à 868 532 euros.

7°- Indemnités de départ en retraite

La société a fait évaluer à fin 2010 par un actuair indépendant dans le respect des principes comptables les engagements de départ en retraite dus.

Ces engagements au 31 décembre 2010 sont de 83 K€ après 75 K€ euros de reprise au titre de l'exercice 2010.

8°- Jetons de présence

La société SA Camaïeu n'a versé aucun jeton de présence au titre de l'année 2010.

D– Mandats des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire en date du 31 décembre 2010 :

Conseil de Surveillance

Nom	Mandat dans la société	Autres mandats
Benoit Valentin	Camaïeu SA, Membre du conseil de Surveillance, Vice-Président 1 ^{ère} nomination après ratification : 22/05/2007 Fin de mandat : AG statuant sur les comptes 31/12/2010	Cinven S.A., France, Administrateur, Directeur général Amadeus IT Group, S.A., Spain, Director Amadeus IT Holding, S.A., Spain, Director Modacin France SAS, France, President Modacin Luxembourg S.a.r.l., Luxembourg, Manager Modaven S.a.r.l, Luxembourg, Manager Menelas France SAS, Président Directeur Général Menelas Sarl, Luxembourg, Director
Julien Lammoglia	Camaïeu SA, Membre du conseil de Surveillance 1 ^{ère} nomination : 15/12/2010 La cooptation devra être ratifiée à la prochaine AG	Néant
Xavier Geismar	Camaïeu SA, Membre du conseil de Surveillance 1 ^{ère} nomination par ratification : 22/05/2007 Fin de mandat : AG statuant sur les comptes 31/12/2010	Cinven S.A., France, Directeur général délégué, Cinven Capital Management Limited (TF N°1, TFN°2, TF N°3, IV), Director Camapa S.a.r.l, Luxembourg, Manager Camara S.a.r.l, Luxembourg, Manager Modacin France SAS, France, General Manager Modacin Luxembourg S.a.r.l., Luxembourg, Manager Modamax SA, France, Director Modaven S.a.r.l, Luxembourg, Manager Truvo Luxembourg S.a.r.l, Luxembourg, Manager Lombecin Holding SAS, France, Président Lombecin SAS, France, Président Menelas France SAS, Directeur Général Stichting Management WD, Netherlands, Supervisory board Manager
Jean-François Duprez	Camaïeu SA : Président du Conseil de Surveillance 1 ^{ère} nomination par ratification : 14/03/2008 Fin de mandat : AG statuant sur les comptes 31/12/2014	Camaïeu Belgium Sa, Belgique - Administrateur Camaïeu Monaco & Cie, Monaco – Associé Commanditaire Camapa S.a.r.l, Luxembourg, gérant Camara S.a.r.l, Luxembourg, gérant

Liste des membres du Directoire

Nom	Mandat dans la société	Autres mandats
Thierry Jaugeas	Camaïeu SA : Président du Directoire Fin de mandat le : 31 janvier 2012	CAMAIEU INTERNATIONAL SAS : Président CAMAIEU BELGIUM : Représentant permanent de CAMAIEU INTERNATIONAL SAS, Président du Conseil d'Administration MODE DEVELOPPEMENT BELGIQUE : Président du Conseil d'Administration CAMAIEU LUXEMBOURG : Gérant CAMAIEU POLSKA : Gérant CAMAIEU CESKA : Gérant CAMAIEU MONACO & CIE : Représentant permanent de CAMAIEU INTERNATIONAL SAS, Gérant CAMAIEU ESPANA : Administrateur Unique CAMAIEU ITALIA : Administrateur Unique CAMAIEU SLOVAKIA : Directeur Général CAMAIEU MODA ROMÂNIA : Gérant CAMAIEU HUNGARY : Gérant
Fabrice Farcot	Camaïeu SA : Membre du Directoire Fin de mandat le : 5 octobre 2013	Néant
Patrick Dambrine	Camaïeu SA : Membre du Directoire Fin de mandat le : 2 février 2013	Mode Développement Belgique, Belgique – Représentant permanent de Camaïeu International SAS, administrateur

II) SITUATION DES MANDATS

Nous vous signalons que les mandats de membre du Conseil de Surveillance de Messieurs Benoit Valentin et Xavier Geismar arrivent à échéance.

Il conviendra à l'Assemblée Générale de renouveler leur mandat et de ratifier lors de la prochaine assemblée la cooptation de Monsieur Julien Lammoglia.

III) RESULTATS DU GROUPE CAMAIEU

1° - Faits marquants

Notre groupe a poursuivi en 2010 sa politique de développement tant en France qu'à l'international (ouverture de 91 magasins en 2010 dont 53 à l'international)

Au 31 décembre 2010, le groupe est constitué de 944 magasins dont 115 magasins partenaires.

La poursuite de la stratégie mise en œuvre a permis au groupe Camaïeu dans un contexte économique dégradé de poursuivre sa croissance de chiffre d'affaires.

2° - Activité enseignee :

Le chiffre d'affaires détail TTC de l'enseigne CAMAIEU (réseau succursales et franchisés) a été en 2010 de 1 006 millions d'euros.

Le développement international 2010 est caractérisé par la poursuite du développement en succursales et en partenariat dans les pays où le Groupe était déjà présent et le démarrage de 2 nouveaux pays, la Roumanie et le Maroc.

IV) RESULTATS CONSOLIDES

Le chiffre d'affaires hors taxe s'est élevé à 809,7 millions d'euros en progression de 5,8% par rapport à 2009.

Les ventes de marchandises du réseau succursales représentent 95,3% du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires réalisé à l'international en activité succursales représente 20,3% du chiffre d'affaires global.

Les ventes détail progressent de 5,6% grâce à l'ouverture de magasins tant en France qu'à l'international.

Le résultat opérationnel s'élève à 136,6 M€ soit 16,9% du chiffre d'affaires en progression de +0,3 M€ par rapport à 2009.

Cette évolution s'explique principalement par la progression de notre chiffre d'affaires liée aux ouvertures 2009 / 2010 et une amélioration de notre taux de marge du fait de meilleures conditions d'achats et d'un effet change USD / EUR favorable.

Et ce malgré une dégradation de notre activité à surface comparable, principalement liée à la sous-performance de la collection hiver.

Le résultat financier est de -3,8 M€, soit 0,3 M€ inférieur à 2009.

Le résultat net ressort à 84,5 M€, en retrait de -1,6M€ représentant 10,4% du chiffre d'affaires hors taxes contre 11,3% en 2009.

Nous vous présentons par ailleurs les comptes de résultat et bilan consolidés du groupe.

V) ORGANISATION JURIDIQUE – PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE CAMAIEU INTERNATIONAL

Afin de simplifier l'organisation juridique du groupe, la SAS Camaïeu International a absorbé avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010 les sociétés DROP 45 SAS et BLEU MARINE SAS en date du 30 juin 2010.

Afin de permettre le démarrage du développement du groupe en Roumanie et en Hongrie, la société SAS Camaïeu International a créé en date du 5 janvier 2010, la société Camaïeu Moda Romania et en date du 2 novembre 2010, la société Camaïeu Hungary KFT.

VI) DELEGATIONS DONNEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AU DIRECTOIRE

L'Assemblée générale du 3 juin 2010, avait autorisé le Directoire dans sa 6^{ème} résolution à consentir des options donnant droit à la souscription d'actions de la société à émettre ou à l'achat d'actions existantes dans la limite d'un montant maximum de 3% du capital. Cette autorisation, avait été donnée pour une durée de 38 mois à compter du 3 juin 2010.

Le Directoire n'a pas encore utilisé cette délégation.

VII) RACHAT D' ACTIONS

L'Assemblée générale du 28 mai 2008, avait autorisé le Directoire dans sa 9^{ème} résolution d'annuler les actions acquises dans le cadre du programme de rachat.

Ce programme de rachat valable pour une période de 18 mois a pris fin le 27 octobre 2009 et n'a pas été renouvelé.

VIII) EVOLUTION ET PERSPECTIVES

En 2011, Le groupe poursuivra son expansion en France et à l'international avec environ 100 ouvertures pour un investissement de 43 M€.

Par ailleurs, il continuera à développer sa plateforme logistique à Roubaix afin d'approvisionner l'ensemble de son réseau mondial.

L'évolution du chiffre d'affaires du 1er trimestre à surface comparable devrait être négative, compte-tenu de l'impact défavorable des soldes principalement lié à la sous performance de la collection hiver.

IX) ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Groupe Camaïeu a créé un site e-commerce dont l'activité a démarré en avril 2009.

La société Camaïeu crée ses collections avec des équipes de style et de modélisme intégrées à la centrale d'achat.

X) RISQUE DE CHANGE et RISQUE DE TAUX

- Sur remontées de fonds en devises des filiales étrangères

Le groupe est soumis à un risque de change sur son exploitation en magasins succursales dans les pays hors zone euro (Pologne, Tchéquie, Roumanie)

Des couvertures de change sont mises en place le cas échéant en fonction des prévisions budgétaires des filiales à 6 mois.

- Sur achats en devises

La Direction Financière du groupe couvre systématiquement tous les flux d'achats prévisionnels significatifs en devises étrangères (principalement USD) en utilisant les techniques d'achats à terme ou les techniques optionnelles.

L'horizon de couverture est inférieur à 12 mois à la date de clôture du 31 décembre 2010.

- Sur endettement bancaire

Le groupe a conclu en date du 21 janvier 2008 et 10 mars 2010 des contrats de couverture de taux afin de se prémunir du risque de taux sur sa dette bancaire.

XI) AUTRES PRINCIPAUX RISQUES

1) Risques opérationnels

Le groupe Camaïeu exerce son activité sur un marché de grande consommation et est donc soumis aux évolutions du pouvoir d'achat et de la consommation générale. Compte tenu de sa spécificité (Prêt-à-Porter Féminin) le groupe est également sensible de façon ponctuelle aux aléas climatiques et aux effets de mode. Camaïeu essaie par son organisation de réduire au minimum ces risques et de s'adapter en permanence à son environnement économique.

2) Risques juridiques

Le groupe n'exerce pas d'activités soumises à des dispositions spécifiques. Il est exposé aux risques ordinaires liés à l'activité de commerce et de détail de prêt-à-porter féminin. Tous les risques identifiés à ce jour ont fait l'objet de provisions si nécessaire, et notamment les litiges commerciaux courants.

Ces litiges font l'objet de provisions selon le risque réel appréhendé par l'entreprise en fonction des faits et de l'état de la procédure.

3) Risques de liquidité

Compte tenu de son niveau de trésorerie, le risque de liquidité est très limité. Camaïeu estime que l'activité du groupe Camaïeu génère des flux de trésorerie suffisants pour permettre au groupe de financer ses besoins en liquidités.

Toutefois afin d'optimiser sa structure financière et d'assurer les moyens de son développement à court et moyen terme la société Camaïeu International bénéficie d'un crédit moyen terme de 80 millions d'euros.

La ligne de crédit utilisée en 2009 à hauteur de 10 millions d'euros pour le financement de son développement international en Belgique, a été remboursé par anticipation au 30 avril 2010.

Dans le cadre du financement ordinaire de son exploitation, la société Camaïeu International peut utiliser différentes lignes de crédit revolving, utilisables par billets de trésorerie en fonction de ses besoins. Compte tenu de sa situation financière, la société n'a pas utilisé en 2010 cette autorisation de crédit.

4) Délai de paiement

Les fournisseurs et distributeurs de textile-habillement ont négocié un accord dérogatoire dans le cadre de l'article 21-III de la loi de modernisation de l'Economie du 4 août 2008 et s'applique aux relations entre tout

fournisseur de produit textile ou habillement et tout distributeur. Cet accord est entré en application le 1^{er} janvier 2009. Une réduction progressive des délais de paiement entre le 1^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2011 compte tenu de la diversité des pratiques constatées en la matière a été instaurée.

Les délais de paiement maximaux suivants ont été convenus :

- au 1^{er} janvier 2009 : 75 jours fin de mois
- au 1^{er} janvier 2010 : 65 jours fin de mois
- au 1^{er} janvier 2011 : 55 jours fin de mois
- au 1^{er} janvier 2012 : 45 jours fin de mois

Les dettes fournisseurs de la SA Camaïeu au 31 décembre 2010 d'un montant global de 231 000 euros ont toutes une échéance inférieure à 30 jours.

Les dettes fournisseurs de la SA Camaïeu au 31 décembre 2009 étaient d'un montant global de 173 000 euros et avaient toutes une échéance inférieure à 30 jours.

5) Cartographie des risques

Une cartographie des risques a été établie avec un cabinet indépendant.

6) Contrôles fiscaux

L'URSSAF du Nord a opéré une vérification :

- au titre de la sécurité sociale pour la période du 1/1/2007 au 31/12/2009,
- au titre de l'assurance chômage du 1/1/2008 au 31/12/2009

sur les sociétés Camaïeu SA et Camaïeu International SAS.

Les conséquences de ces contrôles sont intégrées dans les comptes sociaux de chacune des sociétés.

XII) INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

1) Informations sociales

Le groupe Camaïeu emploie au 31 décembre 2010, 5 902 personnes en France et à l'international dont 93% en magasins (effectifs inscrits)

Compte tenu de la saisonnalité de l'activité, 6% de ces salariés sont inscrits en contrat à durée déterminée en France.

Pour faire face à l'amplitude horaire et à la variation quotidienne du chiffre d'affaires, le groupe emploie en France 58% de temps partiel qui travaillent exclusivement en magasins.

Compte tenu de son organisation et de son souhait d'évolution permanente, le groupe Camaïeu a poursuivi en 2010 sa politique de formation et y a consacré près de 2,3 % de la masse salariale.

En date du 10 janvier 2000, la société Camaïeu International a conclu avec des organisations syndicales représentatives un accord de réduction et d'aménagement du temps de travail dans le cadre de la loi 98-461 du 13 juin 1998.

Accords signés en 2010 :

- Accord relatif à la Négociation Annuelle Obligatoire signé le 23 avril 2010 par l'UPAE.

Il a permis, notamment :

- ✓ une augmentation de 1% du salaire de base de l'ensemble des Employés au 1^{er} avril 2010
- ✓ la révision des grilles de salaires Employés et Encadrement
- ✓ la révision de la grille de PPI
- ✓ une augmentation de la valeur faciale des Titres-Restaurant (7€ au lieu de 6,5€ au 1^{er} juillet 2010).

- Avenant à l'accord d'intéressement

Un avenant (signé fin décembre 2009) fixe, pour l'année 2010, le taux de progression de chiffre d'affaires objectif de chaque trimestre à un niveau identique à 2009 (notre accord initial prévoit une progression de 5% par rapport à l'année précédente).

- Accord de méthode sur la prévention du stress au travail signé le 5 mai 2010 par la CFDT, la CFTC et l'UPAE.

Cet accord a pour objet :

- d'augmenter la prise de conscience et la compréhension du stress au travail par l'ensemble des acteurs de l'entreprise
- et de définir une méthode qui permette de détecter, de prévenir, d'éviter et de faire face aux problèmes de stress au travail.

- Accord de prorogation des mandats des membres du CE, CHSCT et des Délégués du personnel signé en avril puis en décembre 2010 par l'ensemble des organisations syndicales : CFDT, CFTC, CGT, FO et UPAE. Les mandats des représentants du personnel sont prorogés jusqu'à la promulgation des résultats des élections professionnelles.
- Accord relatif au vote électronique pour l'élection des Délégués du Personnel et des membres du Comité d'Entreprise signé le 28 mai 2010 par l'UPAE.

2) Informations environnementales

Nous avons pris, en 2008, une participation dans la SAS Eco TLC qui a pour objet de contribuer ou de pourvoir au recyclage et au traitement des déchets issus des produits textiles d'habillement.

Le décret n° 92-377 du 1er avril 1992 confie au conditionneur, à l'importateur ou au premier responsable de la mise sur le marché, la responsabilité de contribuer ou pourvoir à l'élimination des déchets d'emballages qui résultent de la consommation de ses produits par les ménages.

XIII) MODALITES DE REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

La société SA Camaïeu n'a versé aucun jeton de présence au titre de l'année 2010.

Concernant l'application des recommandations de l'AFEP-MEDEF d'octobre 2008 :

La recommandation relative à la cessation du contrat de travail lorsqu'un dirigeant devient mandataire social ne s'applique pas.

Le Président du Directoire n'a pas de contrat de travail dans la société Camaïeu SA et ses filiales.

Les membres du Directoire ne sont pas visés par cette recommandation.

Tous les membres du Directoire, hormis son Président, bénéficient d'une rémunération fixe établie sur 13 mois à laquelle s'ajoute une rémunération variable pouvant aller jusqu'à deux mois de salaire, en fonction des résultats de la société.

Il n'existe pas de primes d'arrivée ou de départ.

Les membres du Directoire, hormis son Président, bénéficient au titre de leurs contrats de travail dans les mêmes conditions que l'ensemble des salariés, des systèmes collectifs d'intéressement et de participation aux résultats en vigueur dans l'entreprise.

Certains membres du Directoire perçoivent au titre de leur contrat de travail respectif, une rémunération sur la société Modacin.

Les membres du Directoire bénéficient d'une retraite par capitalisation :

- Article 83 (à cotisation définie) : le taux est de 8 % sur les tranches A, B et C.

- Article 39 (à prestations définies) : au départ en retraite de chez Camaïeu à hauteur de 0,45 % du dernier salaire par année de présence.

La retraite par capitalisation (article 39) est calculée sur le dernier salaire annuel précédant le départ en retraite.

Le versement de cette retraite est conditionné à un départ en retraite pris dans l'entreprise.

Le montant des capitaux constitués auprès de la compagnie d'assurance s'élève au 31 décembre 2010 à 336 207 euros.

La société Camaïeu International a souscrit en date du 12 décembre 2007, un contrat d'Indemnité de fin de carrière pour l'ensemble du personnel de la société.

XIV) EVENEMENTS et DECISIONS INTERVENUES DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2011

Camaïeu SA continuera d'assurer les prestations financières, juridiques et de développement du groupe Camaïeu.

La redevance versée par Camaïeu International a été fixée pour 2011 à 4 500 000 d'euros.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale du 30 mars 2011, de modifier la date de clôture de l'exercice financier de la Société afin de l'arrêter au 31 mars et non plus au 31 décembre de chaque année pour des raisons d'alignement du reporting financier de la Société avec la saisonnalité de son activité et de ses campagnes « printemps – été » et « automne – hiver » (comme le font la plupart des concurrents de la Société) et notamment afin d'inclure dans les comptes annuels de la Société l'intégralité des résultats de la campagne « automne – hiver » et plus particulièrement les ventes intervenant au cours de la période des soldes de début d'année civile (dont les produits sont aujourd'hui inclus dans l'exercice financier suivant). L'exercice social en cours ouvert le 1^{er} janvier 2011 serait clos par anticipation le 31 mars 2011 et aurait donc une durée exceptionnelle de trois mois.

XV) SITUATION DE L'ACTIONNARIAT AU 31 DECEMBRE 2010

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Modamax	2 348 885	38,76%	4 548 145	45,72%
La Licquière	1 712 664	28,26%	3 425 328	34,44%
Auto-détention	26 315	0,43%	0	0,00%
FCPE	10 059	0,17%	10 059	0,10%
Public – Nominatif	22 210	0,37%	23 604	0,24%
Public – Porteur	1 940 071	32,01%	1 940 071	19,50%
Total	6 060 204	100,00%	9 947 207	100,00%

Le Fonds Commun de Placement des salariés détenait au 31 décembre 2010 : 0,17% du capital de la société SA Camaïeu soit 10 059 actions.

Droit de vote double (article 38 des statuts)

Un droit de vote double est toutefois accordé aux titulaires d'actions nominatives entièrement libérées lorsque ces actions sont inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire.

XVI) AFFECTATION DU RESULTAT DE LA SOCIETE CAMAIEU SA

Nous vous rappelons que la société a réalisé un résultat de 50.169.666,60 euros.

Nous proposerons aux actionnaires d'affecter le bénéfice de l'exercice augmenté du report à nouveau antérieur de 227.880,00 euros soit une somme globale de 50.397.546,60 euros de la manière suivante :

- une somme de 48.481.632,00 euros au titre de dividende aux actionnaires.
(Pour chaque actionnaire, le dividende ressortirait donc à 8 euros par action).
- une somme de 1.915.914,60 euros en report à nouveau.

Nous vous rappelons que conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, la société Camaïeu SA a distribué au titre des trois derniers exercices (dividendes non versés sur actions propres déduits) :

	2007 30/11/2007acom pte	2007 5/06/2008 solde	2008	2009
Nbre d'actions ayant donné droit à dividende	5.867.714	6.017.091	6.022.241	6.031.719
Dividende éligible à la réfaction de 40%*	35€	9€	8€	8€
Dividende distribué	35€	9€	8€	8€

* La nouvelle Loi de Finances pour l'année 2008 définit un nouveau régime d'imposition pour les personnes physiques domiciliées en France (Prélèvement forfaitaire libératoire optionnel)

XVII) ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale se tiendra le 14 juin 2011, à 10h00, au Novotel sis Roissypole – Gare RER – 95 705 ROISSY CHARLES DE GAULLE.

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Rapport du Directoire sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, incluant le rapport de gestion du groupe,
 - Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010,
 - Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-86 du Code de commerce,
 - Rapports spéciaux du Directoire,
 - Rapport du Conseil de Surveillance,
 - Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le contrôle interne,
 - Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2010,
 - Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010,
 - Approbation des conventions visées à l'article L.225-86 du Code de Commerce,
 - Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2010,
 - Ratification de la cooptation de Monsieur Julien Lammoglia comme membre du Conseil de Surveillance.
 - Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Benoit Valentin.
 - Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Xavier Geismar.
-
- Pouvoirs.

Nous restons à votre disposition pour vous donner tous les renseignements complémentaires que vous souhaiteriez.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre note de ces dispositions.

LE DIRECTOIRE

C – Comptes sociaux au 31 décembre 2010

I. Bilan au 31 décembre 2010.

(en milliers d'euros)

Actif	Brut	Amortissements et provisions	Net 31/12/2010	Net 31/12/2009
Immobilisations incorporelles.....	13	13		
Immobilisations corporelles.....	53	39	14	17
Immobilisations financières.....	37 790		37 790	37 790
Total actif immobilisé.....	37 856	52	37 804	37 807
Autres créances.....	2 517	29	2 488	744
Valeurs mobilières de placement..	67 935	23	67 912	67 204
Disponibilités.....	240		240	130
Charges constatées d'avance.....	11		11	8
Total actif circulant.....	70 703	52	70 651	68 086
Total général.....	108 559	104	108 455	105 893

Passif	31/12/2010	31/12/2009
Capital.....	24 241	24 241
Primes d'émission, fusion, apport...	6 151	6 151
Réserve légale.....	2 424	2 424
Réserves réglementées.....		
Autres réserves.....	17 876	26 076
Report à nouveau.....	228	2 376
Résultat de l'exercice.....	50 170	37 906
Total des capitaux propres.....	101 090	99 174
Provisions pour risques et charges.....	408	1 027
Dettes financières.....		
Dettes d'exploitation.....	731	545
Dettes diverses.....	6 226	5 147
Total dettes.....	6 957	5 692
Total général.....	108 455	105 893

II. Compte de résultat.

(en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Production vendue : biens et services.....	4 500	4 000
Chiffre d'affaires net.....	4 500	4 000
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges.....	76	10
Autres produits.....	15	
Total produits d'exploitation.....	4 591	4 010
Autres achats externes.....	2 135	1 833
Impôts, taxes et assimilés.....	258	235
Charges de personnel.....	2 372	1 909
Dotation aux amortissements et provisions.....	33	18
Autres charges.....		
Total charges d'exploitation.....	4 798	3 995
Résultat exploitation.....	-207	15
Produits financiers.....	51 201	38 888
Charges financières.....	702	422
Résultat financier.....	50 499	38 466
Résultat courant avant impôt.....	50 292	38 481
Produits exceptionnels.....	1	
Charges exceptionnelles.....	-155	125
Résultat exceptionnel.....	-154	-125
Impôts sur les bénéfices.....	-32	450
Bénéfice ou perte.....	50 170	37 906

III. Projet d'affectation du résultat

Bénéfice de l'exercice 2010.....	50 169 666,60	€
Report à nouveau antérieur.....	227 880	€
Total	50 397 546,60	€

Dividende aux actionnaires	(48 481 632)	€
Report à nouveau	1 915 914,60	€

IV. Annexes aux comptes sociaux

La société Camaïeu SA a été introduite sur le second marché de la Bourse de Paris en juin 2000.

La société MODACIN France a acquis l'intégralité des titres de la société MODAMAX.

La société MODAMAX détient au 31 décembre 2010 une participation directe et indirecte dans la société CAMAIEU SA représentant 67.02% du capital et 80.16% des droits de vote.

I – Principes comptables et méthodes dévaluation

Principes généraux :

Les comptes sociaux sont établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France.

Les principes et méthodes comptables retenus sont :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes d'évaluation ;
- indépendance des exercices ;
- principe de prudence ;
- évaluation des éléments par référence à la méthode des coûts historiques (valeur d'apport ou d'acquisition).

1.1 Immobilisations incorporelles :

Les logiciels informatiques acquis sont amortis en linéaire sur une durée de trois ans.

1.2 Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des durées d'utilité estimées.

Installations techniques4 à 8 ans

Autres immobilisations3 à 4 ans

1.3 Immobilisations financières :

• Titres

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte des perspectives de rentabilité et de la quote-part dans les capitaux propres.

1.4 Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.

1.5 Valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou pour leur valeur de marché lorsque celle-ci est inférieure.

Une provision pour dépréciation est constatée pour les titres non cotés si la valeur d'acquisition est supérieure à la valeur probable de négociation.

1.6 Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet, mais dont le montant ou l'échéance ne peuvent être établies de manière précise, et que des événements survenus ou en cours rendent probables.

La provision pour indemnités de départ à la retraite (83K€) à la clôture de l'exercice a été déterminée à partir des hypothèses de calcul suivantes :

Age de départ à la retraite.....entre 60 et 64 ans

Taux de charges sociales..... 45%

Taux d'actualisation.....4,75 %

Taux de turn over.....0 à 15% selon âges et catégories

Taux de progression de salaires.....2% à 2.5%

1.7 Intégration fiscale

La société S.A. Camaïeu a opté pour le régime de l'intégration fiscale avec sa filiale la société Camaïeu International.

Ce régime a une incidence de 32 K€ sur le résultat de la société S.A. Camaïeu. (gain d'impôt)

La créance d'impôt société au 31 décembre 2010 est de 2 414 K€ après comptabilisation d'un gain d'impôt pour la S.A Camaïeu de 32 K€.

II- Explications des principaux postes du bilan et du compte de résultat et de leur variation

2.1 Notes sur le bilan

Note 1 : Immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2010	Acquisitions	Diminution	31/12/2010
Logiciels.....	13			13
Total.....	13			13

Amortissements Dépréciation	01/01/2010	Dotation	Reprise	31/12/2010
Logiciels.....	13			13
Total.....	13			13

Note 2 : Immobilisations corporelles (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2010	Acquisitions	Diminution	31/12/2010
Installations matériels outillages	28			28
Autres immobilisations corporelles.....	25			25
Total.....	53			53

Amortissements	01/01/2010	Dotation	Reprise	31/12/2010
Installations matériels outillages...	13	2		15
Autres immobilisations corporelles..	23	1		24
Total.....	36	3		39

Note 3 : Immobilisations financières (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2010	Acquisitions	Diminution	31/12/2010
Titres	37 790			37 790
Créances rattachées.....				
Autres immobilisations financières				
Total.....	37 790			37 790

Note 4 : Autres créances (en milliers d'euros)

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Créances fiscales et sociales	(*) 2 487	(**) 744
Autres créances	30	
Total.....	2 517	744

(*) dont créances liées à la TVA 73 K€ et impôts sociétés 2 414 K€

(**) dont créances liées à la TVA 19 K€ et impôts sociétés 721 K€

Les autres créances ont une exigibilité inférieure à un an.

Note 5 : Valeurs mobilières de placement (en milliers d'euros)

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Valeurs mobilières de placement...	32 208	31 823
Certificat de dépôt négociable.....	32 120	30 000
Actions propres.....	(*) 3 607	(**) 5 381
Total brut.....	67 935	67 204
Provision pour dépréciation.....	(***) -23	
Total net.....	67 912	67 204

(*) 26 315 actions affectées au plan de stock options.

(**) 37 963 actions affectées au plan de stock options.

(***) Cette provision couvre la différence entre le prix d'acquisition des actions propres et la valeur de marché pour les actions affectées pour lesquelles le prix de levée d'option est supérieur à la valeur de marché au 31 décembre 2010.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV monétaires auprès d'établissements financiers français. Leur valeur de marché est de 32 261 K€ au 31 décembre 2010.

- Evolution du nombre d'actions propres sur la période :

Position au 31/12/09	Achats	Ventes	Position au 31/12/10
37 963		11 648	26 315

Note 6 : Capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves légales	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux propres
31/12/2009.....	24 241	6 151	2 424	26 076	2 376	37 906	99 174
Dividende mis en paiement				-48 254			-48 254
Affectation résultat 2009				40 054	-2 148	-37 906	
Résultat 2010						50 170	50 170
31/12/2010.....	24 241	6 151	2 424	17 876	228	50 170	101 090

Le capital social est composé de 6 060 204 titres de 4 euros soit 24 240 816 euros

Note 7 : Dotations et reprises des provisions pour risques et charges

Rubriques	Solde ouverture au 01/01/2010	Dotation période	Reprise Utilisée	Solde clôture au 31/12/2010
Provisions pour IDR.....		158	-75	83
Provisions pour charges sur actions propres(*).....	869	47	-597	319
Provisions pour risques		6		6
Total provisions risques et charges.....	1 027	53	-672	408

(*) Cette provision couvre la différence entre le prix d'acquisition des actions propres et le prix d'attribution des plans de stocks options pour les actions affectées et pour lesquelles le prix de levée d'option est inférieur à la valeur de marché au 31 décembre 2010.

Note 8 : Dettes d'exploitation et Diverses (en milliers d'euros)

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Dettes sociales et fiscales..	500	372
Dettes fournisseurs.....	231	173
Autres dettes(*).....	6 226	5 147
Total.....	6 957	5 692

Ces dettes ont une exigibilité inférieure à un an.

(*) Dettes groupe

Note 9 : Charges à payer (en milliers d'euros) incluses dans les postes du bilan

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Dettes fiscales et sociales..	215	216
Dettes fournisseurs...	87	126
Total.....	302	342

Note 10 : Accroissements et allègements de la dette future d'impôt (en milliers d'euros)

Allègements :

1 — Provisions pour risques et charges..... 83

Accroissements :

néant

2.2 Notes sur le compte de résultat

Le chiffre d'affaires (4 500 K€) représente la redevance facturée à la société Camaïeu International au titre des prestations juridiques, financières et de développement.

Note 11 : Personnel

	31/12/2010	31/12/2009
Effectif moyen employé sur la période.....	14	12

Note 12 : Charges financières

	31/12/2010	31/12/2009
Dotation aux provisions :		
Dépréciation Valeurs Mob.	23	
Risques et charges.....	47	161
Sous-total.....	70	161
Charges nettes / cessions		
Valeurs Mobilières.....	597	216
Intérêts sur dettes	35	45
financières..		
Total charges.....	702	422

Note 13 : Produits financiers (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Reprise de provision :		
Dépréciation Valeurs Mob.		575
Pour charges sur Actions propres.....	597	216
Sous-total.....	597	791
Transfert de charges financières (*)	47	132
Produits cessions et revenus VMP.....	469	862
Revenus des autres créances.....		1
Dividendes reçus.....	50 088	37 102
Total.....	51 201	38 888

(*) Transfert de la dotation pour charges sur actions propres en Frais de personnel conformément aux nouvelles règles applicables aux plans de stock-options

Note 14 : Produits et Charges Exceptionnels

	Produits 31/12/2010	Charges 31/12/2010	Impacts Résultats	Produits 31/12/2009	Charges 31/12/2009	Impacts Résultats
Sur opération de gestion	1	(*) -149	-148		(**) -125	-125
Dotation aux provisions		-6	-6			
Total.....	1	-155	-154		-125	-125

(*) Indemnités de départ et Rappel de Charges Sociales

(**) Rappel de Taxe sur Salaires 2006 et 2007 et intérêts de retard

III. Informations diverses

3.1. Rémunérations

Aucune rémunération directe n'a été versée sur l'exercice 2010 aux membres du Conseil de Surveillance. Cependant, il existe une convention réglementée concernant un membre du Conseil de Surveillance.

3.2 Entreprises liées et participations (en milliers d'euros)

Dénomination Siège social	Capital	Autres Capitaux propres	Part du capital détenue	Valeur titres	Valeur nette titres	Chiffre d'affaires 2010	Résultat 2010	Cautions et avals donnés	Dividendes versés
S.A.S. Camaïeu International 211, avenue Brame 59100 Roubaix.....	29 682	207 808	100%	34 231	34 231	726 089	87 500	80 000	50 088
B.V. Ulfilas Amsterdam, Pays-Bas.....	167	3 500	99,97%	3 557	3 557		15	Néant	0
Camaïeu Slovakia S.r.o Bratislava.....	200	-1 727	0.375%	1	1	6 685	184	Néant	0

**Résultats (et autres éléments caractéristiques)
De la société au cours des cinq derniers exercices (En euros)**

Nature des indications	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
I. Capital en fin d'exercice :					
Capital social	24 240 816	24 240 816	24 240 816	24 240 816	24 240 816
Nombre des actions ordinaires existantes	6 060 204	6 060 204	6 060 204	6 060 204	6 060 204
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
Par conversion d'obligations.....					
Par exercice de droits de souscription.....					
II. Opérations et résultats de l'exercice :					
Chiffre d'affaires hors taxes	3 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 500 000
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	53 499 026	181 222 602	43 641 365	38 535 162	50 246 198
Impôts sur les bénéfices.....	179 640	1 805 335	662 534	449 789	-32 243
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	52 332 793	179 415 792	42 358 352	37 906 179	50 169 667
Résultat distribué.....		266 648 976	48 481 632	48 481 632	48 481 632
III. Résultats par action :					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	8,79	29,61	7,09	6,28	8,30
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	8,63	29,61	6,99	6,25	8,28
Dividende attribué à chaque action (a).....		44	8	8	8
IV. Personnel :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	13	13	13	12	14
Montant de la masse salariale de l'exercice..	1 755 602	1 967 097	1 622 514	1 332 108	1 633 024
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	1 282 938	2 157 075	715 704	664 729	782 047

D - Comptes consolidés au 31 décembre 2010**I – Bilan consolidé au 31 décembre 2010 (en milliers d'euros)**

ACTIF	Net 31/12/2010	Net 31/12/2009	
Actifs non courants :			
Actifs incorporels.....	144 343	140 347	Note 1+3
Immobilisations corporelles.....	111 726	111 049	Note 2+3
Autres actifs financiers.....	11 682	11 394	Note 4
Actifs d'impôts différés.....	4 444	9 655	Note 21
Total actifs non courants.....	272 195	272 445	
Actifs courants :			
Stocks.....	77 239	65 582	
Clients	7 498	7 955	Note 5
Autres créances.....	8 541	4 905	Note 6
Charges constatées d'avance....	20 271	18 941	Note 7
Instruments financiers dérivés	0	0	Note 10.6
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	127 744	123 592	Note 8
Total actifs courants.....	241 293	220 975	
Actifs des activités abandonnées.....	0	0	
Total actifs.....	513 488	493 420	
PASSIF			
	Net 31/12/2010	Net 31/12/2009	
Capital.....	24 241	24 241	Note 9
Primes d'émission, fusion, apport....	6 151	6 151	
Actions propres.....	-3 607	-5 381	
Réserves consolidées.....	194 396	156 950	
Résultat/Part du groupe.....	84 537	86 126	
Capitaux propres / part du groupe...	305 718	268 087	
Participations ne donnant pas le contrôle	1	1	
Total capitaux propres.....	305 719	268 088	
Passifs non courants :			
Dettes financières	79 872	89 841	Note 11
Passifs d'impôts différés.....	7 450	15 364	Note 21
Provisions	1 450	1 479	Note 10
Total passifs non courants.....	88 772	106 684	
Passifs courants :			
Provisions	4 970	3 296	Note 10
Dettes financières	1 113	4 609	Note 11
Dettes fournisseurs.....	58 192	53 999	
Autres dettes	51 172	54 120	Note 12
Instruments financiers dérivés	3 550	2 624	Note 10.6
Total passifs courants.....	118 997	118 648	
Passifs des activités abandonnées...	0	0	
Total passifs.....	513 488	493 420	

II. Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2010 (En milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009	
Activités poursuivies :			
Ventes de marchandises et de services	809 758	765 236	Note 13
Chiffre d'affaires	809 758	765 236	
Autres produits	1 908	1 213	Note 14
Produits des Activités ordinaires	811 666	766 449	
Achats consommés de marchandises.....	-308 206	-295 346	
Achats consommés matières premières et autres approvisionnement...	-23 363	-23 692	
Autres charges externes	-159 570	-144 551	
Impôts, taxes et assimilés	-8 388	-11 869	
Charges de personnel	-132 173	-121 667	
Dotation aux amortissements	-30 609	-28 042	
Dotation et reprise provisions	-9 794	-3 883	Note 18
Autres charges	-2 932	-1 145	Note 19
Résultat opérationnel	136 631	136 254	
Coût de l'endettement financier net.	- 3 334	-3 209	Note 20
Autres produits financiers	540	2 692	Note 20
Autres charges financières	-1 032	-2 961	Note 20
Résultat avant impôt	132 805	132 776	
Charges d'impôts	48 268	46 650	Note 21
Résultat consolidé net des activités poursuivies ...	84 537	86 126	
Activités abandonnées :			
Résultat des activités abandonnées	0	0	
Résultat consolidé net	84 537	86 126	
Part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	
Part société mère	84 537	86 126	
Résultat net de base par action en euros	14.01	14.30	Note 10.7
Résultat net dilué par action en euros	13.95	14.21	

III. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Résultat Net de l'ensemble consolidé	84 537	86 126
Ecarts de conversion.....	474	274
Réévaluation des instruments dérivés de couverture (*)	-538	1 265
Total Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-64	1 539
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	84 473	87 665
Dont part du Groupe	84 473	87 665
Dont part participations ne donnant pas le contrôle	0	0

(*) Impacts net d'impôt

IV. Tableaux de variations des capitaux propres Groupe (en milliers d'euros)

	capital	Réserves liées au capital	Réserves et Résultat consolidés	Titres auto- détenus	Gains et Pertes compta directement en CP	Capitaux propres Groupe	Capitaux propres Particip. sans controle	Total Capitaux propres
Capitaux Propres au 31/12/2008	24 241	6 151	207 593	- 6 117	-4 101	227 767	1	227 768
Paiements en actions			390			390		390
Opérations sur titres auto-détenus.			-337	736		399		399
Dividendes mis en paiement.....			-48 136			-48 136		-48 136
Résultat net période			86 126			86 126		86 126
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					1 539	1 539		1 539
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			86 126		1 539	87 665		87 665
Autres variations			2			2		2
Capitaux Propres au 31/12/2009	24 241	6 151	245 638	-5 381	-2 562	268 087	1	268 088
Paiements en actions			240			240		240
Opérations sur titres auto-détenus.			-597	1 774		1 177		1 177
Dividendes mis en paiement.....			-48 254			-48 254		-48 254
Résultat net période			84 537			84 537		84 537
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-64	-64		-64
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			84 537		-64	84 473		84 473
Autres variations			-5			-5		-5
Capitaux Propres au 31/12/2010	24 241	6 151	281 559	-3 607	-2 626	305 718	1	305 719

V. Tableau de flux de trésorerie

	31/12/2010	31/12/2009
Flux de trésorerie liés à l'activité :		
Résultat net	84 537	86 126
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité.....		
Opérations de cession d'actifs immobilisés.....	338	463
Amortissements et provisions.....	30 182	30 310
Variation des impôts différés.....	-1 939	-1 579
Capacité d'autofinancement	113 118	115 320
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité *... ..	-15 150	2 098
Flux net de trésorerie généré par l'activité	97 968	117 418
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations.....	-34 631	-63 652
Cessions d'immobilisations	654	315
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement..	-33 977	-63 337
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :		
Variation sur actions propres.....	1 774	736
Remboursement d'emprunts / Etablissements de Crédit.....	-10 615	-1 826
Nouveaux emprunts / Etablissements de Crédit.....		10 000
Dividendes mis en paiement.....	-48 254	-48 137
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement.	-57 095	-39 227
Variation de trésorerie	6 896	14 854
Incidence variations taux de change.....	106	-155
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à l'ouverture **..	119 629	104 930
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à la clôture **..	126 631	119 629

* Détail de la variation du besoin en fonds de roulement	31/12/2010	31/12/2009
Stocks	-11 478	-10 583
Clients	316	-249
Autres créances	-3 626	1 958
Charges/produits constatés d'avance	-1 073	-396
Dettes fournisseurs (hors immobilisations)	4 096	2 304
Autres dettes	-3 385	9 064
TOTAUX	-15 150	2 098

** Détail de la Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	31/12/2010	31/12/2009
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie à l'actif du bilan	127 744	123 592
Soldes créditeurs de banque en dettes financières au passif	-1 113	-3 963
TOTAUX	126 631	119 629

5. Informations relatives à l'entreprise

Camaïeu, S.A. est une société anonyme à Directoire de droit français. Elle a son siège à Roubaix (France) et est cotée à Paris.

Les comptes consolidés complets au 31 Décembre 2010 ont été arrêtés par le Directoire et soumis à l'avis du Conseil de surveillance en date du 23/03/2011.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, arrondi au millier le plus proche.

6. Référentiel comptable, modalités de consolidation

6.1 Référentiel comptable

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 Décembre 2010 et disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

- IFRS 3 (Révisée) - Regroupements d'entreprises. Pas d'impact au niveau du Groupe
- Amendements d'IAS 27 - États financiers consolidés et individuels. Pas d'impact au niveau du Groupe à l'exception du changement de terminologie des « intérêts minoritaires » qui deviennent « participations ne donnant pas le contrôle » dans le bilan , compte de résultat et le tableau de variations des capitaux propres.
- Amendements d'IFRS 5, IFRS2 , IAS38 et IFRIC 9. Pas d'impact au niveau du Groupe
- Amendements d'IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation : Éléments éligibles à la couverture. Pas d'impact au niveau du Groupe
- IFRIC 17 – Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires. Pas d'impact au niveau du Groupe
- Amendement IFRS 2 – Transactions intra-groupes réglées en trésorerie. Pas d'impact au niveau du Groupe

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2010 est sans incidence sur les comptes du groupe Camaïeu :

- IFRIC 12 – Accords de concessions de services
- IFRIC 15 – Contrats de construction de biens immobiliers
- IFRIC 16 – Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs provenant de clients

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2010, le groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- Amendement d'IAS 32 – Classement des émissions de droits

En outre, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union européenne au 31 Décembre 2010 :

- IAS 24 révisée – Parties liées
- Améliorations des IFRS (mai 2010)
- IFRIC 19 – Extinguishing financial liabilities with equity instruments
- Amendement d'IFRIC 14 – Prepayments of minimum funding requirements
- IFRS 9 – Financial Instruments

Concernant ces normes non adoptées , le processus de détermination par le groupe des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes sur les comptes consolidés du groupe est en cours. Le groupe estime qu'à ce stade de l'analyse, l'impact de l'application de ces normes ne peut être connu avec une précision suffisante.

Le Groupe n'a pas l'intention d'appliquer ces textes par anticipation de leur date d'application obligatoire.

Options ouvertes par le référentiel comptable international et retenues par le Groupe

Certaines normes comptables internationales prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs. Dans ce cadre, le Groupe a notamment choisi d'enregistrer immédiatement en résultat, au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels constatés depuis le 1er janvier 2004

6.2 Utilisation d'estimations et hypothèses, jugement

La préparation des états financiers implique que la direction du groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces hypothèses concernent notamment les tests de dépréciation (voir 6.3.1 et 6.3.2), les impôts différés (voir 6.3.10), les provisions pour engagements de retraites des salariés (voir 6.3.12 et note 10) et la juste valeur des instruments de couverture (voir note 10.6)

Pour préparer ses états financiers, la direction du groupe a également procédé à des jugements, en plus de ceux que nécessite le recours à des estimations, dont certains peuvent avoir un effet significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

6.3 Principes et méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évalués à la juste valeur conformément aux dispositions de certaines normes internationales spécifiques (notamment IAS 39).

• Principes et modalités de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Camaïeu S.A. exerce, directement ou indirectement, le contrôle c'est à dire qu'elle a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités, sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque Camaïeu détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote d'une entité.

Les états financiers des filiales acquises au cours de l'exercice sont consolidés à partir de la date d'acquisition.

Les incidences des transactions entre sociétés du groupe sont éliminées.

Les méthodes d'évaluation des sociétés du groupe sont homogènes avec celles utilisées par la société mère.

Au 31 Décembre 2010, il n'y a pas de société mise en équivalence.

• Date de clôture de l'exercice

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

• Traitement des regroupements d'entreprises et des écarts d'acquisition

Regroupements d'entreprises à partir du 1er janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré comme la somme de la contrepartie transférée, mesurée à la juste valeur le jour de l'acquisition, et le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise. Pour chaque regroupement d'entreprise, l'acquéreur doit décider de la manière de mesurer la fraction non acquise de la cible, soit à sa juste valeur soit au montant de sa quote-part de situation nette réévaluée. Les frais d'acquisition supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs de l'entité acquise à leur juste valeur - sauf exceptions. Lorsque le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'investissement détenu par l'acquéreur antérieurement à la prise de contrôle est mesuré à sa juste valeur à la date d'acquisition et la différence avec sa valeur comptable antérieure est reconnue en résultat en application d'IFRS 3R.

Les ajustements de prix sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition. Si l'ajustement est comptabilisé selon IAS 39, il donnera lieu à la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, dont les variations ultérieures de juste valeur seront comptabilisées en résultat ou en résultat global, selon les normes applicables. Si l'ajustement est comptabilisé en capitaux propres, il ne sera pas réévalué.

Regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010

En comparaison avec les éléments présentés ci-dessus, les différences suivantes s'appliquaient :

- Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition étaient inclus dans le coût d'acquisition.
- Les intérêts minoritaires étaient mesurés à hauteur de la quote-part de situation nette réévaluée de l'entité acquise.
- Les regroupements d'entreprises réalisés en plusieurs étapes étaient comptabilisés comme tels. Toute part additionnelle acquise n'affectait pas les goodwill précédemment reconnus. Les ajustements de prix étaient reconnus, si et seulement si, le Groupe avait une obligation actuelle, dont le règlement était probable et pouvait être estimé de manière fiable. Les changements d'estimation relatifs au montant de l'ajustement de prix affectaient le goodwill. Ces dispositions continuent à être appliquées aux variations postérieures au 1er janvier 2010 des ajustements de prix relatifs à des regroupements d'entreprises antérieurs à cette date.

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisitions ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an à la date de clôture. Pour les besoins de ces tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués à des Unités génératrices de trésorerie. Le groupe a retenu le magasin comme UGT. Cette UGT représente au sein du Groupe, le niveau le plus bas auquel l'écart d'acquisition est suivi pour les besoins de gestion interne, et n'est pas d'une taille supérieure à un secteur fondé sur le niveau d'information sectorielle du Groupe. Conformément à IAS 36.124, les dépréciations sur écarts d'acquisitions ne peuvent être reprises ultérieurement.

• **Conversion des états financiers de sociétés étrangères**

L'euro est la devise de présentation du groupe.

Au 31 Décembre 2010, quatre filiales ont une devise fonctionnelle différente de l'euro (CAMAIEU POLSKA ; CAMAIEU CESKA ; CAMAIEU MODA ROMANIA ; CAMAIEU HUNGARY)

Les éléments du bilan de ces quatre filiales sont convertis en euro sur la base du cours de change en vigueur à la clôture. Les comptes de résultat de ces quatre filiales sont convertis en euro sur la base du cours moyen constaté sur la période. L'écart de conversion qui en résulte est porté en écart de conversion dans les capitaux propres.

■ **Transactions en devises**

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

• **Format des états de synthèse**

L'application de la norme IAS 1 « présentation des états financiers » rend obligatoire la présentation du bilan selon un classement entre éléments courants et non courants.

Un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:

- l'entité s'attend à pouvoir réaliser l'actif, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal de son exploitation
- l'actif est détenu essentiellement aux fins d'être négocié
- on s'attend à ce que l'actif soit réalisé dans les douze mois suivant la date de clôture; ou il s'agit de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie (tels que définis dans IAS 7 Tableaux des flux de trésorerie) sauf s'il ne peut être échangé ou utilisé pour régler un passif pendant au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Un passif doit être classé en tant que passif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:

- l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal,
- il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié,
- il doit être réglé dans les douze mois après la date de clôture; ou l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Le compte de résultat est présenté par nature.

6.3.1 Immobilisations incorporelles

Les emplacements commerciaux et droits au bail figurent à l'actif à leur coût d'acquisition conformément à la norme IAS 38.

En France, les baux commerciaux étant indéfiniment renouvelables, ils ne sont pas amortis et font l'objet, en tant qu'actif isolé, d'un test de perte de valeur annuellement sur la base des cash flows futurs avant impôt actualisés sur 5 ans augmentés d'une valeur terminale ou de la valeur d'expertise déterminée par des experts indépendants (IAS 36)

Les cash flow futurs sont déterminés sur la base de budgets à 5 ans approuvés par le management.

Le taux d'actualisation est déterminé à chaque clôture afin de refléter les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

La valeur recouvrable est estimée pour chaque actif isolé au minimum une fois par an à la date de clôture. Lorsque cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Conformément à IAS 36.117, la reprise d'une dépréciation sur un actif isolé ne peut pas conduire à porter la valeur nette de l'actif à une valeur supérieure à celle que l'on aurait eue si aucune provision n'avait été comptabilisée.

A l'étranger (Italie , Espagne , Belgique , Luxembourg , Slovaquie) conformément à la législation, et n'étant pas indéfiniment renouvelables, ils sont amortis linéairement sur la durée du bail et font l'objet, en tant qu'actif isolé, dès que le magasin existe depuis plus de 3 années , d'un test de perte de valeur annuellement sur la base des cash flows futurs avant impôt actualisés sur 5 ans augmentés d'une valeur terminale.

En Pologne, République Tchèque, Roumanie et Hongrie, la propriété commerciale n'existant pas, les UGT ne comportent aucun actif incorporel.

Les logiciels figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition majoré des frais de mise en exploitation.

Ils sont amortis en linéaire sur une durée de 3 ans.

6.3.2 Immobilisations corporelles

Dans le cadre de la première application des normes IFRS, le groupe a opté pour la réévaluation à la juste valeur de l'ensemble des terrains et constructions. La juste valeur devient alors le coût historique par convention. Les réévaluations ont été réalisées sur la base d'expertises menées par des experts indépendants renommés, pour les principaux terrains et toutes les constructions précitées.

Le parc immobilier du groupe est essentiellement constitué du siège social et de l'entrepôt. Il s'agit d'une construction "légère" pour laquelle des composants n'ont pas pu être identifiés, à l'exception des installations et agencements reconnus séparément.

Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre.

Le groupe a estimé que compte tenu de l'utilisation attendue de ses actifs, aucune valeur résiduelle n'avait à être prise en compte.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en résultat dans l'exercice où ils sont encourus.

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation (mode linéaire) sont calculés en fonction des durées d'utilité estimées :

Bâtiments siège et entrepôt.....	20 ans
Bâtiments magasins.....	40 ans
Agencement et aménagement des constructions.....	3 à 10 ans
Installations techniques.....	3 à 8 ans
Autres immobilisations	4 à 8 ans

Les biens immobiliers et mobiliers acquis par contrat de location-financement sont traités dans les comptes consolidés comme des acquisitions d'immobilisations à crédit.

Ils sont amortis selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

Un contrat de location-financement est un contrat qui transfère au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué.

Lorsque le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à l'actif loué, le contrat est qualifié de contrat de location simple et les paiements relatifs à ce contrat sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Conformément à la norme IAS 36 (dépréciation d'actifs), les valeurs comptables des immobilisations corporelles font l'objet d'une recherche de perte de valeur lorsque des événements ou changements indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable (projet de fermeture de magasins par exemple).

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net déterminé par des experts indépendants et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie

futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Les pertes de valeur sont enregistrées en compte de résultat.

La valeur recouvrable est estimée pour chaque actif isolé. Lorsque cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Conformément à IAS 36.117, la reprise d'une dépréciation sur un actif isolé ne peut pas conduire à porter la valeur nette de l'actif à une valeur supérieure à celle que l'on aurait eue si aucune provision n'avait été comptabilisée.

6.3.3 Autres actifs financiers non courants

Le groupe a classé ses actifs financiers en deux catégories :

- Les prêts et créances : cette catégorie comprend les créances rattachées à des participations non consolidées et autres prêts et créances ainsi que les dépôts et cautionnements.
L'effet initial de l'actualisation des dépôts de garantie versés aux propriétaires est imputé en Charges Constatées d'Avance avec étalement en charge de loyer sur la durée du bail
L'effet de la mise à jour de l'actualisation les années suivantes est comptabilisé en résultat financier.
- Les actifs disponibles à la vente : il s'agit principalement des titres de participations non consolidées.
Ces titres correspondent à des participations dans des Groupements d'exploitation de centres commerciaux.
Ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

6.3.4 Stocks de marchandises et matières premières

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût est évalué suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (prix d'achat majoré des frais accessoires, des frais logistiques et frais de transport) pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent conformément à IAS 2. La valeur nette de réalisation est évaluée en fonction des quantités résiduelles après la période des soldes sur la base de coefficients qui sont le reflet des observations historiques sur l'écoulement des stocks.

6.3.5 Clients et autres créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les provisions pour créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

6.3.6 Charges constatées d'avance

Les "droits d'entrée" versés lors des ouvertures de magasins et présentant un caractère de supplément de loyer, sont étalés en linéaire sur la durée des baux.

Tous les frais liés à l'ouverture d'un magasin sont comptabilisés dans les postes de charges correspondant dès leur engagement.

Les "loyers avancés" correspondent à des loyers facturés sur la période mais relatifs à une période postérieure.

6.3.7 Instruments financiers

- Les instruments financiers sont utilisés pour gérer les expositions aux risques de change relatives aux activités financières et opérationnelles du groupe. Pour toutes ses opérations, le groupe applique la comptabilité de couverture car :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée par le rapport des variations de juste valeur du dérivé et de l'élément couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80% et 125%. (test prospectif et rétrospectif réalisé à chaque clôture annuelle).

- Les instruments financiers sont utilisés également pour gérer les expositions aux risques de taux sur les emprunts.

Dans le cadre de cette comptabilité de couverture basée sur des flux futurs de trésorerie (cash-flow hedge) et conformément à IAS 39, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres (capitaux propres recyclables), la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en autres produits et charges financiers. Les montants enregistrés en capitaux propres recyclables sont repris au compte de résultat lorsque la transaction couverte impacte le résultat, et notamment pour les créances et dettes en devises lorsqu'elles sont réévaluées au cours de clôture.

6.3.8 Trésorerie et Equivalents de Trésorerie

La trésorerie comprend des liquidités en comptes courants bancaires.

Les Equivalents de Trésorerie comprennent les parts d'OPCVM de trésorerie et les dépôts bancaires à très court terme ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur.

Ces dépôts bancaires appartiennent à la catégorie des prêts et créances.

Les parts d'OPCVM sont désignés sur option à la juste valeur par le résultat car elles sont gérées sur la base de leurs valeurs liquidatives telles que confirmées par les établissements bancaires.

Le tableau de flux de trésorerie reprend la variation des éléments ci-dessus et la variation des soldes créditeurs des comptes courants présentés au passif du bilan.

6.3.9 Paiements fondés sur les actions et actions propres

Les actions propres détenues par l'entreprise en vue de l'attribution future aux salariés par le biais d'un FCPE ou dans le cadre d'attribution d'option sont portées en déduction des capitaux propres.

Lors de la cession d'actions propres, les gains et les pertes sont sans impact sur le résultat consolidé ; ils sont inscrits dans les capitaux propres consolidés pour leur montant net d'impôt.

Le groupe accorde aux dirigeants du groupe et à certains salariés des options d'achat d'actions. Conformément à la norme IFRS 2, les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle mathématique de Black & Scholes. Les variations de valeur postérieures à la date d'octroi ne remettent pas en cause l'évaluation initiale.

En application de la norme IFRS 2, la juste valeur des options est comptabilisée dans le compte de résultat en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'acquisition définitive des droits, en contrepartie des capitaux propres.

6.3.10 Impôts et impôts différés

Les impôts comprennent les impôts sur les bénéfices exigibles et les impôts différés.

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs. Pour apprécier la probabilité de récupération de ces impôts différés, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents et de la stratégie fiscale. Ainsi, l'évaluation de la capacité du groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats futurs s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôts différés, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du groupe.

Des impôts différés sont comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables sauf quand le passif d'impôt différé est généré par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat imposable.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application a été décidée par les autorités compétentes à la date d'arrêté des comptes. La règle du report variable est appliquée et l'effet de tout changement de taux d'imposition est comptabilisé dans le compte de résultat à l'exception de changements relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

La loi de Finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacé par la Contribution Economique Territoriale (CET) qui comprend :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives foncières de l'ancienne taxe professionnelle

- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

A la suite du changement fiscal mentionné ci-dessus, le Groupe a réexaminé le traitement comptable de l'impôt en France au regard des normes IFRS, en tenant compte des derniers éléments d'analyse disponibles sur le traitement comptable des impôts et taxes, et notamment ceux fournis par l'IFRIC.

Le Groupe a considéré que le changement fiscal mentionné ci-dessus conduisait en réalité à remplacer la Taxe Professionnelle par deux nouvelles contributions de natures différentes :

- la CFE, dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières et qui peut, le cas échéant, faire l'objet d'un plafonnement à un pourcentage de la valeur ajoutée, présente des similitudes importantes avec la Taxe Professionnelle et sera donc comptabilisée en 2010 comme cette dernière en charges opérationnelles ;
- la CVAE, qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« Impôts dus sur la base des bénéfices imposables »). Pour conduire son analyse, la société a notamment pris en considération les décisions de rejet d'ajout du sujet à son agenda formulées par l'IFRIC en mars 2006 et mai 2009 sur la question du champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». L'IFRIC a en effet précisé que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable. Le groupe a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques mentionnées dans cette conclusion, dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser dès le 31/12/2009 des impôts différés relatifs aux différences temporelles existant à cette date, par contrepartie d'une charge nette au compte de résultat de l'exercice, la loi de finances ayant été votée en 2009. Cette charge d'impôt différé est présentée sur la ligne « charges d'impôts ». En outre à compter de l'exercice 2010, le montant total de la charge courante et différée relative à la CVAE est présenté sur cette même ligne.

6.3.11 Provisions

Une provision est comptabilisée à la clôture lorsqu'il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers qui résulte d'éléments passés, et dont il est probable ou certain qu'elle se traduise par une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les provisions sont estimées selon leur nature en fonction des hypothèses les plus probables.

Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

6.3.12 Avantages postérieurs à l'emploi

Le groupe recense et enregistre l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi accordés à son personnel.

Les avantages accordés sont les suivants :

- retraite dans le cadre du régime français de sécurité sociale ;
- indemnités de fin de carrière pour l'ensemble des salariés ;
- retraite par capitalisation pour certains cadres dirigeants.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes dans le cadre de l'intégration au régime local de sécurité sociale. La charge correspondante est prise en compte de résultat au cours de l'exercice de versement.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément à la norme I.A.S. 19. Les calculs actuariels prennent en compte des hypothèses mises à jour annuellement d'augmentation de salaires, de taux de rotation du personnel, d'âge de départ à la retraite, d'évolution de l'espérance de vie ainsi qu'un taux d'actualisation approprié.

(détail dans la note 10).

Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en produits ou en charges sur chaque période.

Les régimes à prestations définies sont, dans certains cas, couverts par des fonds spécialisés externes. Les actifs de ces fonds sont évalués à la clôture à leur juste valeur et sont comptabilisés en déduction de la valeur actualisée des obligations correspondantes.

La part à plus d'un an des engagements de retraite et assimilés est classée en non courant et la part à moins d'un an en courant.

6.3.13 Risque de change et de taux

- Sur remontées de fonds en devises des filiales étrangères

Le groupe est soumis à un risque de change sur son exploitation en magasins succursales dans les pays hors zone euro (Pologne, Tchéquie, Roumanie, Hongrie)

Des couvertures de change sont mises en place en fonction prévisions budgétaires des filiales à 6 mois.

- Sur achats en devises

La Direction Financière du groupe couvre systématiquement tous les flux d'achats prévisionnels significatifs en devises étrangères (principalement USD) en utilisant les techniques d'achats à terme ou les techniques optionnelles.

L'horizon de couverture est de 12 mois à la date de clôture du 31 Décembre 2010.

Le groupe a conclu en date du 21 janvier 2008 et 10 mars 2010 des contrats de couverture de taux afin de se prémunir du risque de taux sur sa dette bancaire. (note 10.6)

6.3.14 Chiffres d'affaires et autres produits

Le chiffre d'affaires comprend le chiffre d'affaires hors taxes réalisé dans les magasins, les ventes aux franchisés et les redevances après déduction des remises et ristournes (note 13).

6.3.15 Notion de résultat opérationnel et résultat avant impôt

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges du groupe, à l'exception des éléments suivants :

- coût de l'endettement financier ;
- autres produits financiers ;
- autres charges financières ;
- impôt.

Résultat avant impôt

Le résultat avant impôt comprend le résultat opérationnel et le résultat financier avant prise en compte de charge d'impôt.

6.3.16 Résultat par action

Le résultat par action est calculé sur la base du résultat net part du groupe. Ce résultat net est divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice diminué des actions détenues et considérées comme des titres d'autocontrôle

Camaïeu SA n'a pas émis de titres autres que les options d'achat donnant droit au capital.

6.3.17 Informations sectorielles

Le groupe a redémarré une activité internationale en 2000. Les magasins sont exploités sous forme de succursales dans des sociétés indépendantes et détenues généralement à 100% par Camaïeu international. Au 31 décembre 2010, le groupe exploitait 259 magasins succursales à l'étranger.

Toutefois, le groupe n'exerçant qu'une activité de distribution spécialisée au travers d'une seule enseigne et réalisant des résultats à l'international inférieurs à 10% du résultat consolidé Groupe, seule une information sectorielle relative au chiffre d'affaires, aux nombres de magasins et à la valeur des actifs et investissements par zone géographique est présentée en annexe.

(note 10.2)

L'évolution de l'activité à l'International incite le Groupe à analyser les performances en séparant la France des autres pays.

L'analyse sur l'International en scindant Zone Euro (Belgique, Italie, Espagne, Luxembourg et Slovaquie) et Zone Hors Euro (Pologne, République Tchèque, Roumanie et Hongrie) a été jugée pertinente par le Direction du Groupe.

Nous entendons par Direction du Groupe, le Directoire de CAMAIEU SA.

6.3.18 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que cela soit le cas, l'actif doit être disponible pour une vente immédiate et celle-ci doit être hautement probable.

En application de la norme, les actifs et passifs concernés sont alors reclassés en actifs détenus en vue de la vente et en passifs liés sans compensation. Les actifs reclassés sont comptabilisés à la valeur la plus faible entre la juste valeur nette des coûts de sortie et le coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ils ne sont plus amortis à compter de cette date.

7. Périmètre de consolidation et effets des variations de périmètre

Sociétés consolidées au 31 décembre 2010

Nom	Siège social	N° SIREN	% détenu	Méthode de consolidation
Sociétés françaises :				
Camaïeu S.A.....	Roubaix	330 345 927	100	Société mère
Camaïeu International.....	Roubaix	345 086 177	100	I.G.
Sociétés étrangères :				
Camaïeu España.....	Madrid		100	I.G.
Camaïeu Polska.....	Varsovie		100	I.G.
Bv Ulfilas.....	Amsterdam		99,97	I.G.
Scs Monaco et Cie.....	Monaco	97 S 03338	99,95	I.G.
Camaïeu Italia.....	Milan		100	I.G.
Camaïeu Ceska.....	Prague		100	I.G.
Camaïeu Slovakia	Bratislava		100	I.G.
Camaïeu Belgium S.A.....	Mouscron		99,97	I.G.
Mode Développement Belgique S.A	Mouscron		99,98	I.G.
Camaïeu Luxembourg S.A.R.L.....	Luxembourg		100	I.G.
Camaïeu Moda Romania	Bucarest		100	I.G.
Camaïeu Hungary	Budapest		100	I.G.

I.G : Intégration globale

Les sociétés suivantes, constituées à l'origine pour l'exploitation d'un ou deux emplacements commerciaux, ont été acquises et fusionnées par la société CAMAIEU INTERNATIONAL sur l'exercice 2010 :

- S.A.S BLEU MARINE
- S.A.S DROP 45

Les variations de périmètre n'ont pas d'impact significatif sur le bilan et le compte de résultat consolidé, ni sur le tableau de flux de trésorerie.

8. Notes sur le bilan consolidé

Note 1 : Actifs incorporels

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2009	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2009
Emplacements Commerciaux....	136 586	16 780	-426	-832		152 108
Logiciels.....	5 240	983		-11	2	6 214
Avances et immobilisations en cours		60				60
Total.....	141 826	17 823	-426	-843	2	158 382

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2010	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2010
Emplacements Commerciaux....	152 108	8 154	-556	-53		159 653
Logiciels.....	6 214	339			4	6 557
Avances et immobilisations en cours	60	-60				0
Total.....	158 382	8 433	-556	-53	4	166 210

Variations des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Amortissements Dépréciation	01/01/2009	Dotation	Reprise	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2009
Dépréciation emplacements commerciaux....	1 526	1 487	-119				2 894
Amortissement emplacements commerciaux....	8 689	2 234	-31		-288		10 604
Amortissements Logiciels.....	3 839	706			-10	2	4 537
Total.....	14 054	4 427	-150		-298	2	18 035

Variations des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Amortissements Dépréciation	01/01/2010	Dotation	Reprise	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2010
Dépréciation emplacements commerciaux.....	2 894	1 287	-2 894				(*) 1 287
Amortissement emplacements commerciaux.....	10 604	4 231		16	365		15 216
Amortissements Logiciels.....	4 537	839		-16		4	5 364
Total.....	18 035	6 357	-2 894	0	365	4	21 867

(*) Dont 1 082 K€ dans le cadre du test de perte de valeur. (voir note 3)

Note 2 : Immobilisations corporelles

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2009	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2009
Terrains/ Constructions....	27 752			803		(*) 28 555
Matériel et outillage....	34 200	14 135	-1 274		80	47 141
Autres immobilisations corporelles.....	162 929	28 479	-3 787	-1 021	457	187 057
Avances et immobilisations en cours.....	2 969	-129		-483	29	2 386
Total.....	227 850	42 485	-5 061	-701	566	265 139

(*)dont location financement 22 934 (voir note 11)

(en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2010	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2010
Terrains/ Constructions...	28 555	258	-502		-3	28 308
Matériel et outillage..	47 141	7 631	-561	-6 618	161	47 754
Autres immobilisations corporelles.....	187 057	18 142	-2 485	8 412	959	212 085
Avances et immobilisations en cours.....	2 386	-92			25	2 319
Total.....	265 139	25 939	-3 548	1 794	1 142	290 466

Variations des amortissements(en milliers d'euros)

Amortissements	01/01/2009	Dotation	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2009
Constructions.....	15 158	1 419		22		(*) 16 599
Matériel et outillages..	22 748	5 776	-1 265		35	27 294
Autres immobilisations corporelles.....	95 584	18 170	-3 631	-64	138	110 197
Total.....	133 490	25 365	-4 896	-42	173	154 090

(*) dont location financement dotation sur la période 1 248 K€ et solde à la clôture 14 174 K€ (voir note 11)

Variations des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Amortissements Dépréciations	01/01/2010	Dotation	Reprise	Cessions et Mise au rebut	Autres Variations	Ecart de conversion	31/12/2010
Amortissements Constructions...	16 599	1 436		-197			17 838
Amortissements Matériel et outillages..	27 294	6 914	-437	- 1 199	-136	78	32 514
Amortissements autres immobilisations corporelles.....	109 934	17 168		-1 716	1 512	357	127 255
Dépréciations autres immobilisations corporelles.....	263	1 133	-263				(*) 1 133
Total.....	154 090	26 651	-700	-3 112	1 376	435	178 740

(*) Dont 384 K€ dans le cadre du test de perte de valeur. (voir note 3)

Note 3 : Tests de perte de valeur (en milliers d'euros)

	01/01/2010	Dotation	Reprise	Autres Variations	Ecart de conversion	31/12/2010
Dépréciations immobilisations incorporelles...	2 894	1 082	-2 894			1 082
Dépréciations autres immobilisations corporelles.....	142	384	-142			384
Total.....	3 036	1 466	-3 036			1 466

Les tests de perte de valeur sont réalisés en interne à chaque clôture annuelle.

Dans le cadre de ce test, les actifs corporels comme incorporels sont tous rattachés à une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Chaque UGT (le magasin) a ainsi fait l'objet d'une recherche de dépréciation de valeur lorsque des événements ou des changements indiquent que la valeur comptable (tant sur les immobilisations corporelles qu'incorporelles) pourrait ne pas être recouvrable.

La valeur recouvrable des immobilisations est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net déterminé grâce à une expertise immobilière pour les magasins français et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est obtenue en actualisant les flux de trésorerie avant impôt de chaque UGT projetés sur une période de 5 ans (projection de 2011 à 2015) à laquelle est ajoutée une valeur terminale calculée sur la base du dernier flux actualisée à l'infini.

Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et le niveau de risque spécifique de l'actif.

Le taux retenu au 31 décembre 2010 est de 7.92%, il était de 8.19% au 31 décembre 2009.

Les autres hypothèses chiffrées utilisées dans le cadre des tests de dépréciation sont :

- un taux de progression du chiffre d'affaires compris entre 2.40% et 5.70% selon les pays
- un taux de progression des charges fixé à 50% de la progression du chiffre d'affaires
- une valeur terminale obtenue avec un taux de croissance à l'infini de 2%

Le test de dépréciation des actifs a été soumis à une analyse de sensibilité (voir tableau ci-dessous). Une variation de taux d'actualisation a été croisée avec des taux de croissance infini différents pour obtenir un ensemble de 9 scénarii.

Hypothèses	Taux d'actualisation		
Taux de croissance à l'infini	7%	7.92%	9%
1%	1 436	1 585	1 587
2%	1 234	1 466	1 586
3%	1 218	1 264	1 526

Note 4 : Autres Actifs Financiers (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2009	Acquisitions (En valeur nominale)	Cessions	Actualisation	Autre variations	Ecart de conversion	31/12/2009
Titres.....	1 394		-27				1 367
Créances rattachées.....	19	8				1	28
Dépôt de garantie.	8 652	2 031	-283	(*) -501	80	20	9 999
Total.....	10 065	2 039	-310	-501	80	21	11 394

(*) Effet de l'actualisation initiale imputé en Charges constatées d'avance : - 389 K€
Effet de la mise à jour de l'actualisation passé en résultat financier : -112 K€

Valeurs brutes	01/01/2010	Acquisitions (En valeur nominale)	Cessions	Actualisation	Autre variations	Ecart de conversion	31/12/2010
Titres.....	1 367						1 367
Créances rattachées.....	28	1	-3			1	27
Dépôt de garantie.	9 999	1 398	-1 038	(*) -107		36	10 288
Total.....	11 394	1 399	-1 041	-107		37	11 682

(*) Effet de l'actualisation initiale imputé en Charges constatées d'avance : - 274 K€
Effet de la mise à jour de l'actualisation passé en résultat financier : +167 K€

Note 5 : Clients (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Franchisés.....	2 839	3 401
Autres créances clients.....	4 839	4 444
Avances et acomptes versés.....	0	285
Total brut.....	7 678	8 130
Provision pour dépréciation.....	-180	-175
Total net.....	7 498	7 955

Note 6 : Autres Créances (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Créances fiscales.....	(*) 7 290	(**) 3 712
Autres créances.....	1 026	426
Créances diverses.....	(***) 4 426	881
Total brut.....	12 742	5 019
Provision pour dépréciation.....	(***) -4 201	-114
Total net.....	8 541	4 905

(*) dont créances liées à la TVA 3 088 K€ et impôts sociétés 3 134 K€

(**) dont créances liées à la TVA 2 449 K€ et impôts sociétés 1 183 K€

(***) l'URSSAF du Nord a opéré une rectification au titre de la Sécurité Sociale pour la période 1/1/2007 au 31/12/2009 et au titre de l'Assurance Chômage du 1/1/2008 au 31/12/2009 pour les sociétés CAMAIEU INTERNATIONAL SAS et CAMAIEU SA.

Contestant cette rectification, les sociétés ont toutefois acquitté le montant du redressement et constaté une créance mais ont comptabilisé une provision pour dépréciation de cette créance.

Expositions aux risques de crédit :

Le Groupe n'a identifié aucun risque de recouvrement sur ses créances à l'exception de 4 539 K€ provisionnées à hauteur de 4 380 K€ au 31 décembre 2010.

Le Groupe indique en outre qu'un risque théorique lié à la concentration des créances clients sur quelques Master Franchisés existe mais que des procédures limitant les éventuels impayés ont été mises en place.

Au 31 Décembre 2010, le montant de ces créances échues et non réglées s'élève à 1 003 K€ dont :

- inférieures à 30 jours.....467 K€
- entre 30 et 60 jours..... 414 K€
- supérieures à 60 jours... 122 K€

Note 7 : Charges constatées d'avance (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Droits d'entrée	(*) 15 465	(**) 14 331
Loyers avancés.....	3 078	3 213
Autres.....	1 728	1 397
Total.....	20 271	18 941

(*)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période : 3 205 K€

(**)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période : 3 281 K€

Note 8 : Trésorerie et Equivalents de Trésorerie (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Valeurs mobilières de placement...	59 799	66 277
Certificats de dépôt négociables.....	42 120	30 700
Comptes courants bancaires.....	25 825	26 615
Total net.....	127 744	123 592

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de parts de S.I.C.A.V. monétaires auprès d'établissements financiers français.

Les certificats de dépôt sont souscrits auprès d'établissements financiers et sont à échéances :

- 28 Janvier 2011 pour 10 000 K€
- 31 Janvier 2011 pour 10 000 K€
- 31 Mars 2011 pour 22 120 K€

Expositions aux risques de marché de taux :

Certificats de dépôt à taux fixe : 42 120 K€

Aucune exposition aux risques de taux

Les échéances de ces certificats de dépôt sont toutes inférieures à 3 mois.

OPCVM de Trésorerie à taux variables : 59 799 K€

Exposition aux risques de taux en fonction de l'évolution de l'EONIA qui est l'indice de référence de ces supports classés Monétaires Euro.

L'impact d'une variation de plus ou moins 100 points de base de l'EONIA, sera de plus ou moins 598 K€ sur les produits financiers annuels.

Note 9 : Capitaux propres

	31/12/2010	31/12/2009
Nombre d'actions total entièrement libérées...	6 060 204	6 060 204
Valeur nominale de l'action.....	4€	4€
Nombre d'actions à droit de vote double.....	3 887 003	2 569 490

Informations sur les objectifs, politiques et procédures de gestion des capitaux propres – amendement IAS 1 –

Eléments assimilés à du capital	31/12/2010	31/12/2009
Capital...	24 241	24 241
Primes d'émission, fusion, apport.....	6 151	6 151
Réserves Consolidées.....	194 396	156 950
Annulation impacts de réévaluation des instruments financiers	2 002	1 465
Résultat / part du Groupe	84 537	86 126
Total du capital ajusté.....	311 327	274 933

Le Groupe n'a pas de contraintes réglementaires spécifiques sur le niveau du capital.

L'objectif du Groupe en matière de gestion du capital est de maintenir et de valoriser son niveau afin de pouvoir financer les investissements prévus dans le cadre de son plan de développement

Les éléments jugés importants par le Groupe pour analyser son profil de risque et sa capacité à faire face à des éléments défavorables, sont repris dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2010	31/12/2009
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	126 631	119 629
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	97 968	117 419
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	-33 977	-63 337

Note 10 : Provisions (en milliers d'euros)

Rubriques	01/01/2009	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Autres variations	31/12/2009
Indemnités départ à la retraite.....	1 212	298	-31			1 479
Total provisions passifs non courants...	1 212	298	-31			1 479
Provisions pour litiges.....	2 126	1 078	-821	-280		2 103
Autres Provisions	1 398	743	-691	-257		1 193
Total provisions passifs courants	3 524	1 821	-1 512	-537		3 296

Rubriques	01/01/2010	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Autres variations	31/12/2010
Indemnités départ à la retraite.....	1 479	87	-116			1 450
Total provisions passifs non courants.....	1 479	87	-116			1 450
Provisions pour litiges.....	2 103	1 419	-613	-460		2 449
Autres Provisions	1 193	2 437	-545	-575	11	2 521
Total provisions passifs courants	3 296	3 856	-1 158	-1 035	11	4 970

La provision pour indemnités de départ à la retraite comprend uniquement :

-la provision pour indemnités de fin de carrière (1 450 K€) correspondant à la valeur actualisée des obligations du groupe qui ne sont pas financées. Son montant a été déterminé à partir des hypothèses de calcul suivantes :

Age de départ à la retraite : entre 60 et 64 ans
Taux de charges sociales : 35% ou 45% selon catégories
Taux d'actualisation : 4,75 %
Taux de turn over : de 0 à 25% selon âges et catégories
Taux de progression de salaires : 2% à 2.50%

La valeur actualisée des obligations liées aux autres régimes à prestations définies est entièrement financée au 31/12/2010.

Au 31 Décembre 2010 , le montant des provisions pour risques et litiges enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lequel il es impliqué s'élève à 4 970 K€.
Le Groupe n'en fournit pas le détail, considérant que la divulgation du montant de provision par litige est de nature à lui causer un préjudice sérieux.

Evolution des engagements et des actifs en couverture (en milliers d'euros) en 2010.

	Engagements		Actifs financiers de couverture	Provision au bilan	
A l'ouverture	2 505	A l'ouverture	1 066	A l'ouverture	1 439
Coûts des services rendus	234	Versements	10		
Coûts de l'actualisation	122	Intérêts et participation aux bénéfices net de frais	26		
Gains et Pertes actuariels	-260	Prélèvements	-11		
Prestations payées	-85				
A la clôture	2 516	A la clôture	1 091	A la clôture	1 425

Note 11 : Dettes financières (en milliers d'euros)

	Passifs courants moins d'un an	Passifs non courants plus d'un an	31/12/2010	Total 31/12/2009
Emprunts auprès des Etablissements de crédit....		79 817	79 817	89 764
Soldes créditeurs des banques.	1 113		1 113	3 963
Location financement.....				646
Dépôt de garantie reçu.....		55	55	77
Total.....	1 113	79 872	80 985	94 450

Engagements de location financement (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Valeur nette par catégorie d'actif :		
Terrain	0	2 100
Bâtiment	0	6 660
Total	0	8 760
Paiements minimaux futurs :		
A moins d'un an	0	646
Entre un an et cinq ans	0	0
Total des paiements minimaux futurs	0	646
Part représentative d'intérêts financiers	0	0
Valeur actuelle des paiements minimaux futurs	0	646

Note 12 : Autres dettes (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Dettes sociales.....	30 689	28 497
Impôts sociétés.....	454	0
Autres dettes fiscales....	12 535	18 727
Autres dettes exploitation.	230	316
Dettes diverses	6 319	5 641
Produits constatés d'avance	945	939
Total.....	51 172	54 120

Expositions aux risques de liquidité :

Le Groupe en situation de Trésorerie positive au 31 Décembre 2010 n'est exposé que de façon très limitée aux risques de liquidité. (voir note 8)

Les échéances de paiements sont présentées ci-dessous :

En milliers d'euros	Echéances							TOTAL
	échu	<30j	Entre 30et90j	Entre 90et180j	Entre180 et360j	Entre 2 et 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts auprès des Ets.Crédit						80 000		80 000
Intérêts futurs sur Emprunts			889	889	1 104	5 336		8 218
Solde créditeurs de banque		1 113						1 113
Dépôt de garanti reçu							55	55
Dettes fournisseurs	10 277	18 043	29 668		204			58 192
Autres dettes	487	15 529	3 838	14 028	10 026			43 908
TOTAL	10 764	34 685	34 395	14 917	11 334	85 336	55	191 486

Covenants bancaires

Le Groupe n'est soumis qu'à un seul ratio comparant l'endettement net à l'EBITDA (leverage ratio). Compte tenu de sa situation de Trésorerie nette positive au 31 Décembre 2010 , le Groupe respecte son obligation

Expositions aux risques de marché de taux :**Sur les dettes financières au 31 décembre 2010**Dettes à taux variable : 80 000 K€

Exposition aux risques de taux en fonction de l'évolution de l'EURIBOR 3MOIS (1.006% au 31.12.2010)

Sur la base d'une hausse de 100 points de base de l'EURIBOR 3 MOIS du 31 Décembre 2010, l'impact des charges supplémentaires sur le résultat annuel serait limité à 125 K€ puisque le supplément d'intérêts à payer sur la dette totale serait compensé par une baisse du différentiel à payer sur une partie de cette dette suite à l'existence d'outils de couverture de taux (voir note 10.6) afin se prémunir d'une évolution défavorable.

Sur la base d'une baisse de 100 points de base de l'EURIBOR 3 MOIS du 31 Décembre 2010, le gain sur le résultat annuel serait limité à 125 K€ suite à l'existence d'outils de couverture de taux sur une partie de cette dette (voir note 10.6) ne permettant pas de profiter de cette baisse.

Note 13 : Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)

	31/12/2010	Variation	31/12/2009
Ventes détail succursales.....	771 362	40 993	730 369
Ventes au réseau franchise et redevances..	33 558	1 463	32 095
Autres prestations de service.....	816	59	757
Autres ventes.....	4 022	2 007	2 015
Total.....	809 758	44 522	765 236

Note 14 : Autres produits (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Autres produits.....	1 254	871
Produits de cessions.....	654	342
Total	1 908	1 213

Note 15 : Effectif

	31/12/2010	31/12/2009
Total.....	5 902	5 610

Les effectifs représentent les salariés inscrits au 31 Décembre 2010 sous contrat à durée déterminée ou indéterminée, non compris le réseau franchise

Note 16: Avantages au Personnel (en milliers d'euros)

Les éléments suivants sont repris au compte de résultat dans la rubrique « Charges de Personnel »

	31/12/2010	31/12/2009
Charges liées au régime à cotisations définies en France.....	4 967	4 752
Charges liées au régime à prestations définies en France...	10	10

Note 17: Paiements en actions

Détail et évolution sur la période des Plans d'Options d'achat d'actions :

Date d'attribution des plans...	31/01/2004	14/10/2005	28/12/2007	30/01/2009
Options attribuées à l'origine	157 900	20 660	16 700	22 240
Prix d'exercice.....	63.55	101.06	260.53	128.63
Dates de Validité.....	31/01/2008	14/10/2009	28/12/2011	30/01/2013
	31/01/2011	14/10/2012	28/12/2014	30/01/2016
Options exercées en 2009....	0	5 150	0	0
Options exerçables au 31/12/2009...	6 523	12 960	10 752	20 910
Options exercées en 2010....	0	11 648	0	0
Options exerçables au 31/12/2010.....	5 186	1 312	8 832	18 000
Prix moyen d'acquisition constaté à la date de levée	69.38	149.43	N/A	N/A
Durée de vie restant.....	1 mois	21 mois 1/2	48 mois	61 mois

Les options attribuées sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution en prenant en compte :

- le prix d'exercice de l'option
- le cours de l'action sous-jacente
- la maturité attendue de l'option
- la volatilité attendue de l'action sous-jacente
- les dividendes attendus sur les actions
- le taux sans risque sur la durée de vie de l'option

Charge comptabilisée dans la rubrique « Charges de Personnel » : (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Juste valeur options d'achat d'actions	240	390

Note 18 : Dotations et reprises aux Provisions (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Dotations		
Dépréciation des immobilisations....	-2 418	-1 750
Dépréciation des stocks.....	-12 611	-8 545
Dépréciation des créances.....	-4 281	-219
Provisions.....	-3 944	-2 119
Total Dotations	-23 254	-12 633
Reprises		
Dépréciation des immobilisations....	3 472	
Dépréciation des stocks.....	8 630	7 666
Dépréciation des créances.....		110
Provisions.....	1 358	974
Total Reprises (*)	13 460	8 750
Total Net Dotations et Reprises	-9 794	-3 883

(*) En application de la norme IAS 1 Révisée, les reprises de provisions utilisées ci-dessous sont présentées en déduction des postes suivants du compte de résultat :

(en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Autres charges	1 075	1 560
Charges de personnel....	191	36
Autres charges externes		50
Total Reprises Utilisées..	1 266	1 646

Note 19: Autres charges (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Autres charges.....	1 941	807
Valeurs nettes comptables.....	991	438
Total.....	2 932	1 245

Note 20 : Résultat financier (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Frais financiers sur autres dettes.....	-4 085	-4 274
Frais financiers sur location financement.....		-96
Produits financiers hors change.....	751	1 161
Coût de l'endettement financier net	-3 334	-3 209
Gain de change	378	2 571
Actualisation Actifs financiers non courants	162	
Reprise provisions financières.....		121
Autres produits financiers	540	2 692
Perte de change.....	-1 023	-2 783
Actualisation Actifs financiers non courants		-112
Autres charges financières.....	-9	-66
Dotations provisions financières.....		
Autres charges financières	-1 032	-2 961
Résultat financier	-3 826	-3 478

Note 21 : Impôts (en milliers d'euros)

La charge d'impôt se compose des montants suivants :

	31/12/2010	31/12/2009
Impôt exigible	50 648	48 229
Impôts différés.	-2 380	-1 579
Charge d'impôt	48 268	46 650

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux moyen d'impôt du groupe est le suivant :

	31/12/2010			31/12/2009		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt
Résultat avant impôt	132 805	33.70(*)	44 761	132 776	(*) 34.37	45 633
Non activation de l'impôt sur déficits période (**)			-143			-397
Retraitements sans impact d'impôt			238			-229
Impact d'impôt sur différences permanentes			416			262
Impact net d'impôt CVAE			2 570			658
Impact des variations de taux d'impôt			28			11
Impact d'impôt sur écarts d'évaluation de la période			398			712
Impôt effectif.....			48 268			46 650

(*) taux moyen groupe de droit commun (moyenne des différents taux d'impôt applicables)

(**) le solde des impôts différés non activés sur déficits est de 266 K€ au 31/12/2010

Les actifs et passifs d'impôts différés sont constitués des éléments suivants :

Actifs d'impôts différés (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Impôts différés sur différences temporaires :		
Participation des salariés		3 425
Contribution sociale solidarité-Tascom	2	1 174
Provisions non déductibles	794	1 210
Différentiel durée amort.fiscal/comptable	1 640	1 218
Juste Valeur des instruments financiers		903
Frais logistiques en stocks	-114	
Juste valeur actifs incorp.et corporels	-128	
Juste valeur des actifs financiers	26	
Marge en stocks		363
Juste valeur Plans d'Options d'achat d'action	134	
Total	2 354	8 293
Impôts différés sur déficits.....	2 090	1 362
Total.....	4 444	9 655

Passifs d'impôts différés (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Impôts différés sur différences temporaires :		
Mali de fusion	2 388	1 990
Abandon de créances		343
Participation des salariés	-3 233	
Provisions non déductibles	-471	
Contribution sociale solidarité-Tascom	-806	
Provision sur créances intragroupes	400	314
Marge en stocks	-424	
Différentiel durée amort.fiscal/comptable	0	0
Total	-2 146	2 647
Impôts différés sur Location financement.....	1 150	2 123
Contribution sur Valeur Ajoutée des Entreprises (*)	491	1 004
Impôts différés sur différences d'évaluation :		
Juste valeur Plans d'Options d'achat d'action		-75
Frais logistiques en stocks		98
Ajustement dettes en devises	8	
Plus value en sursis imposition	10 905	10 905
Honoraires et droits sur acquisitions emplac. commerciaux	2 591	2 334
Frais émission des emprunts	63	81
Juste valeur des actifs financiers	-335	-341
Juste Valeur des instruments financiers	-1 222	
Juste valeur actifs incorp.et corporels	-4 055	-3 412
Total	7 955	9 590
Total.....	7 450	15 364

(*) Voir note 6.3.10

10. INFORMATIONS DIVERSES**10.1 Engagements hors bilan**

- Engagements de location simple

Certaines sociétés du groupe sont locataires d'ensembles immobiliers et/ou d'équipements selon des contrats de location simples irrévocables, d'une durée supérieure à un an et pouvant comporter une clause d'indexation des loyers. Les loyers futurs minimum selon les contrats s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2010
Moins d'un an	78 497
Entre un an et cinq ans.....	217 699
A plus de cinq ans.....	105 181

- Cautions bancaires (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
en garantie des paiements de loyers	12 205	10 764
en garantie des paiements de TVA	3 860	3 860
TOTAL	16 065	14 624

- Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les engagements des sociétés françaises au titre de Droit Individuel à la Formation (DIF) s'élèvent au 31 décembre 2010 à 128 902 heures. Ils étaient de 122 980 heures au 31 décembre 2009.

10.2 Informations sectorielles

	Chiffre d'affaires 31/12/2010		Nombre de Magasins au 31/12/2010		Valeur des actifs au 31/12/2010		Acquisitions Immobilisations exercice 2010	
France (*)	645 015	79.66%	(**) 685	72.57%	431 884	84.11%	24 275	70.10%
Pays Zone Euro	92 735	11.45%	122	12.92%	46 428	9.04%	3 630	10.48%
Pays Hors Zone Euro	72 008	8.89%	137	14.51%	35 176	6.85%	6 726	19.42%
TOTAL	809 758	100%	944	100%	513 488	100%	34 631	100%

(*) y compris activité Franchise

(**) dont 114 magasins en Master Franchise

	Chiffre d'affaires 31/12/2009		Nombre de Magasins au 31/12/2009		Valeur des actifs au 31/12/2009		Acquisitions Immobilisations exercice 2009	
France (*)	636 284	83.15%	(**) 638	74.27%	417 825	84.68%	36 122	56.75%
Pays Zone Euro	72 534	9.48%	107	12.46%	46 910	9.51%	20 079	31.54%
Pays Hors Zone Euro	56 418	7.37%	114	13.27%	28 685	5.81%	7 451	11.71%
TOTAL	765 235	100%	859	100%	493 420	100%	63 652	100%

(*) y compris activité Franchise

(**) dont 103 magasins en Master Franchise

10.3 Transactions avec les parties liées

La société MODACIN a facturé à la société Camaïeu S.A., société mère du groupe Camaïeu, une prestation de services et assistance de 868 K€ pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010.

10.4 Intégration fiscale

La société Camaïeu S.A. a renouvelé fin 2003 le régime de l'intégration fiscale avec sa filiale la société Camaïeu International.

10.5 Instruments financiers inscrits au bilan et compte de résultat – Norme IFRS 7

Le Groupe a distingué les instruments financiers dans les 3 niveaux de valorisation suivants :

- niveau 1 : Equivalent de trésorerie dans la catégorie juste valeur par résultat (OPCVM)
Ces supports de trésorerie font l'objet d'une valorisation quotidienne servant de base aux transactions
- niveau 2 : Instruments financiers dérivés
Ces instruments font l'objet d'une valorisation externe de la part des banques et d'un pricer indépendant. Ils font l'objet d'une juste valeur évaluée par référence à des prix cotés de niveau 1 (cours des devises , taux d'intérêts)
- niveau 3 : Titres de participation non cotés et non consolidés correspondant à des participations dans des Groupements d'exploitation de centres commerciaux. Ces actifs sont présentés en actifs disponibles à la vente (note 6.3)

En milliers d'euros A L'ACTIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2010	Ventilation par catégorie d'instruments		
		JV par résultat	Actifs disponibles à la vente	Couvertures Prêts et créances
Titres de participation non consolidés	1 367		1 367	
Créances rattachées	16			16
Dépôt de garantie	10 288			10 288
Clients	7 678			7 678
Autres créances	272			272
Instruments financiers dérivés				
Comptes courants bancaires	25 825			25 825
Equivalents de trésorerie	101 919	59 799		42 120
TOTAL	147 365	59 799	1 367	86 199

En milliers d'euros A L'ACTIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2009	Ventilation par catégorie d'instruments		
		JV par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances
Titres de participation non consolidés	1 367		1 367	
Créances rattachées	19			19
Dépôt de garantie	9 999			9 999
Clients	7 845			7 845
Autres créances	118			118
Comptes courants bancaires	26 615			26 615
Equivalents de trésorerie	96 977	66 277		30 700
TOTAL	142 940	66 277	1 367	75 296

En milliers d'euros AU PASSIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2010	Ventilation par catégorie d'instruments	
		Couvertures	Dettes au coût amorti
Emprunts auprès des Ets.Crédit	79 817		79 817
Soldes créditeurs de banque	1 113		1 113
Location financement			
Dépôt de garanti reçu	77		77
Dettes fournisseurs	58 192		58 192
Autres dettes d'exploitation	230		230
Instruments financiers dérivés	3 550	3 550	
TOTAL	142 979	3 550	139 429

En milliers d'euros AU PASSIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2009	Ventilation par catégorie d'instruments	
		Couvertures	Dettes au coût amorti
Emprunts auprès des Ets.Crédit	89 764		89 764
Soldes créditeurs de banque	3 963		3 963
Location financement	646		646
Dépôt de garanti reçu	77		77
Dettes fournisseurs	53 999		53 999
Autres dettes d'exploitation	316		316
Instruments financiers dérivés	2 624	2 624	
TOTAL	151 389	2 624	148 765

En milliers d'euros AU COMPTE DE RESULTAT	JV par résultat	Ventilation par catégorie d'instruments Au 31 décembre 2010		
		Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Couvertures
Produits de cessions OPCVM	476			
Intérêts des Certificats de dépôt		254		
Intérêts sur comptes en devises et comptes courants bancaires		21		
Gain d'actualisation des actifs financiers		162		
Frais financiers sur emprunt auprès des Ets.Crédit			-3 659	
Frais financiers sur comptes bancaires		-52		
Frais financiers sur location fin.				
Gain et perte de change				-645
Dotations provisions créances douteuses et autres créances		- 4 281		
Reprises provisions créances douteuses et autres créances		192		
TOTAL	476	-3 704	-3 659	-645

En milliers d'euros AU COMPTE DE RESULTAT	Ventilation par catégorie d'instruments Au 31 décembre 2009			
	JV par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Couvertures
Produits de cessions OPCVM	606			
Intérêts des Certificats de dépôt		532		
Intérêts sur comptes en devises et comptes courants bancaires		23		
Coût d'actualisation des actifs financiers		-112		
Frais financiers sur emprunt auprès des Ets.Crédit			-3 620	
Frais financiers sur comptes bancaires		-36		
Frais financiers sur location fin.			-96	
Gain et perte de change				-212
Dotations provisions créances douteuses et autres créances		-220		
Reprises provisions créances douteuses et autres créances		306		
TOTAL	606	493	-3 716	-212

10.6 Instruments financiers dérivés

- Couverture de change / (Achat/Vente à terme et options) (en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Couverture de change		
US dollars	(*) 102 645	(***) 71 061
Monnaies hors zone euro PLN-CZK	0	(****) 5 953

(*) couvertures à terme 62 876 K€ et couvertures optionnelles 39 769 K€

(***) couvertures à terme 27 383 K€ et couvertures optionnelles 43 678 K€

(****) couvertures à terme 5 953 K€

Les échéances des contrats de couverture existants à la date de clôture du 31 Décembre 2010 sont toutes inférieures à 12 mois.

La juste valeur de ces instruments de couverture figure au passif du bilan au 31 Décembre 2010 pour un montant de (2 183) K€ et se décompose de la façon suivante :

- pour les couvertures à terme : (1 250) K€
- pour les couvertures optionnelles : (933) K€

Cette juste valeur est déterminée à chaque clôture annuelle par un expert indépendant.

- Couverture de taux / emprunteur

Afin de se prémunir d'une évolution défavorable des taux sur la dette bancaire existante au 31 Décembre 2010, le Groupe a mis en place :

- en date du 21 janvier 2008 avec effet au 31 mars 2008 et échéance au 30 juin 2011, 2 contrats de couverture de taux :

- swap Euribor 3M contre taux fixe pour 40 M€
- tunnel Euribor 3M pour 40 M€

- en date du 10 mars 2010 avec effet au 30 juin 2011 et échéance au 31 mars 2014 , 1 contrat de couverture de taux :

- swap Euribor 3M contre taux fixe pour 55 M€

La juste valeur de ces instruments de couverture figure au passif du bilan au 31 Décembre 2010 pour un montant de (1 367) K€

Cette juste valeur est déterminée à chaque clôture annuelle par un expert indépendant.

Expositions aux risques de marché de change :

Sur le portefeuille de couvertures en devises au 31 Décembre 2010

Couvertures par achats à terme et options USD : 136 044 K USD

Sur la base d'un cours EUR/USD de 1.3362 (cours BCE du 31/12/2010) la valeur de marché du portefeuille de couvertures en USD est de (2 183) K€

L'impact sur ce portefeuille d'une variation de marché à la hausse ou à la baisse de 10% et 25% par rapport à ce cours BCE est donné ci-dessous :

Paramètres de marché	Valeurs de marché du portefeuille	Variations par rapport au 31/12/2010
cours 1.2026 (baisse de 10% de EUR/USD)	9 401	11 584
cours 1.0022 (baisse de 25% de EUR/USD)	33 034	35 217
cours 1.4698 (hausse de 10% de EUR/USD)	-11 908	-9 725
cours 1.6703 (hausse de 25% de EUR/USD)	-23 764	-21 581

Sur les dettes et trésorerie en devises au 31 Décembre 2010

Sur la base d'un cours EUR/USD de 1.3362 (cours BCE du 31/12/2010) la conversion des dettes et de la trésorerie en devises en euro a généré un gain de change de 278 K€ sur l'exercice 2010.

L'impact d'une variation de marché à la hausse ou à la baisse de 10% et 25% par rapport à ce cours BCE est donné ci-dessous :

Paramètres de marché	Variations en résultat
cours 1.2026 (baisse de 10% de EUR/USD)	-1 643
cours 1.0022 (baisse de 25% de EUR/USD)	-4 927
cours 1.4698 (hausse de 10% de EUR/USD)	1 344
cours 1.6703 (hausse de 25% de EUR/USD)	2 957

10.7 Résultat par action

	31/12/2010	31/12/2009
Nombre d'actions total (a)	6 060 204	6 060 204
Nombre d'actions propres (b)	26 315	37 963
Nombre moyen pondéré d'actions (c) = (a)-(b)	6 033 889	6 022 241
Résultat net Part Groupe (d)	84 537 K€	86 126 K€
Résultat net de base par action Part Groupe (d) / (c)	14.01€	14.30€
Résultat net dilué par action Part Groupe (d) / (a)	13.95€	14.21€

10.8 Dividendes proposés

Le Directoire a proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 8 euros par actions au titre de l'exercice 2010 représentant un montant global de 48 482 K€.

Ce montant n'a pas été reconnu comme un passif au 31 décembre 2010.

E – Rapports des commissaires aux comptes

1- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Camaïeu, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue une provision sur actions propres. Cette provision est classée en provision pour risques et charges au passif du bilan pour un montant de K€ 319. Les modalités de détermination et de classement de cette provision sont décrites dans la note 7 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi :

- Nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.
- Nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Lille, le 29 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes
FEDER AUDIT
Agnès Nezry

ERNST & YOUNG et Autres
Philippe Fourquet

2 - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Camaïeu, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée selon les modalités décrites au point 6.3.1 de la note aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, et nous avons vérifié que le point 6.3.1 donne une information appropriée.
- Votre société constitue des provisions pour dépréciation des stocks, tel que décrit au point 6.3.4 de la note aux états financiers. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Lille, le 29 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

FEDER AUDIT

Agnès Nezry

ERNST & YOUNG et Autres

Philippe Fourquet

3- Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil de surveillance de la société Camaïeu

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Camaïeu et en application des dispositions de l'article L. 225 235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225 68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et

- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225 68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225 68 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport du président du conseil de surveillance ne contient pas les informations relatives aux principes et règles arrêtés par le conseil de surveillance pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux, requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Paris et Lille, le 29 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes
FEDER AUDIT
Agnès Nezry

ERNST & YOUNG et Autres
Philippe Fourquet